



MAISONS-ALFORT ENVA

Réhabilitation du bâtiment Bourgelat de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Adresse du projet :
7 avenue du Général de Gaulle
94700 Maisons-Alfort

MAITRE D'OUVRAGE

Ecole nationale vétérinaire d'Alfort
7 avenue du Général de Gaulle - 94704 Maisons-Alfort Cedex
Tél: 01 43 96 70 21
@: frederic.pons@vet-alfort.fr



ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE

MOTT MACDONALD
15 avenue Traversière 75012 Paris
Tél: 01 87 40 67 05
@: jerome.sperling@mottmac.com



MAITRISE D'OEUVRE

Architecte **lemoal**
40 rue du Château d'Eau - 75010 Paris
Tél: 01 42 41 25 72 - @: margaux@lemoal.archi

lemoal

BET TCE **ALTEREA**
23 Avenue d'Italie - 75013 Paris
Tél: 01 46 28 31 89 - @: mforget@alterea.fr



BET SSI **EFFICIO**
655 Avenue Roland Garros - BP 334- 78530 BUC
Tél: 00 00 00 00 00 - @:



Bureau de contrôle **JPS Contrôle - Agence Paris Est**
36 rue de Picpus - 75012 Paris
Tél: 01 43 34 18 31 - @: thomas.dumont@jps-contrôle.fr



CSPS **APAVE IDF EST**
10 Place Fulgence Bienvenue - 77600 Bussy Saint Georges
Tél: 01 82 83 68 82 - @: soufiane.snasni@apave.com



OPC **PLANETE MANAGEMENT**
135-141 Rue du Mont Cenis - 75018 Paris
Tél: 06 33 48 31 92 - @: contact@planete-management.com



Date	Indice	Description

DCE CURAGE DESAMANTAGE

CCTP	Echelle :	Date : 18/11/2025	Pièce :
	Indice : -		
	Format : A4		

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	6
1.1	COORDONNEES DU SITE	6
1.2	PRESENTATION DU SITE	6
1.3	SECURITE INCENDIE	6
2	PRESCRIPTION GENERALE	7
2.1	CADRE TECHNIQUE DU MARCHE DE L'ENTREPRISE	7
2.1.1	NATURE ET OBLIGATIONS DU MARCHE DE L'ENTREPRISE	7
2.2	INSTALLATIONS ET ORGANISATION DU CHANTIER	8
2.2.1	ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	8
2.2.2	INSTALLATIONS DE CHANTIER	9
2.3	OBLIGATIONS GENERALES DE L'ENTREPRISE	11
2.3.1	SECURITE DES PERSONNES	11
2.3.2	PROTECTION DES OUVRAGES ET DES ABORDS – ETANCHEITE PROVISOIRE	12
2.3.3	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	13
2.3.4	REUNION DE CHANTIER	14
2.3.5	RESPONSABLE DE CHANTIER	14
2.3.6	GESTION DES NUISANCES DE CHANTIER	14
2.3.7	GESTION DE LA FACTURATION	15
2.3.8	MATERIAUX SUSPECTS	15
2.3.9	PROTECTIONS PARTICULIERES	15
2.3.10	DOCUMENTS GENERAUX DE REFERENCE	16
2.4	QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRISE	16
3	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	17
3.1	INSTALLATIONS DE CHANTIER	17
3.1.1	PREAMBULE	17
3.1.2	SIGNALETIQUE	17
3.1.3	ZONE D'INSTALLATION DE CHANTIER	17
3.1.4	CLOTURES DE CHANTIER	17
3.1.5	ETAT DES LIEUX ET CONSTAT SUR LES AVOISINANTS	18
3.1.6	BASE VIE	18
3.1.7	BRANCHEMENTS DE CHANTIER	18
3.1.8	APPROVISIONNEMENT EN EAU ET EN ELECTRICITE DU CHANTIER - CONSOMMATIONS	19
3.1.9	ECOULEMENT DES EAUX	20
3.1.10	INSTALLATIONS COMPLEMENTAIRES	20
3.1.11	SECURITES, PROTECTION COLLECTIVE	21
3.1.12	BENNES POUR GRAVOIS	21
3.1.13	ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	21
3.1.14	DESINSTALLATIONS DE CHANTIER	21
4	DESCRIPTION DESAMANTAGE - DEPLOMBAGE	22
4.1	SPECIFICATIONS GENERALES	22
4.1.1	PROGRAMME DE TRAVAUX	22
4.1.2	REGLES GENERALES APPLICABLES	22
4.1.3	NORMES ET REGLEMENTATIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DE DESAMANTAGE	23
4.1.4	NORMES ET REGLEMENTATIONS RELATIVES AU LOT DEPLOMBAGE	24
4.1.5	CONTRAINTES LIEES A LA PRESENCE D'AMIANTE	24
4.1.1	CONTRAINTES LIEES A LA PRESENCE DE PLOMB	27
4.2	PHASAGE DES TRAVAUX	27

4.3	DESAMANTAGE	28
4.3.1	PLAN DE RETRAIT	28
4.3.2	ORGANISATION DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE	28
4.3.3	ETANCHEITE PROVISOIRE DU BATIMENT – RISQUE DE CHUTE	30
4.3.4	TRAVAUX DE CURAGE PREALABLE	31
4.3.5	DEPOSE D'ETANCHEITE AMIANTEE (PARE VAPEUR)	31
4.3.6	RETRAIT DES PLINTHES CARRELEES AVEC COLLE AMIANTEE	31
4.3.7	RETRAIT DES REVETEMENTS DE SOL, COLLE ET RAGREAGE DES SOLS	31
4.3.8	RETRAIT DES PLAQUES EN FIBROCIMENT	32
4.3.9	RETRAIT DES MENUISERIES EXTERIEURES AVEC MASTIC VITRIER AMIANTE	32
4.3.10	RETRAIT DES MENUISERIES EXTERIEURES AVEC JOINT DE STRUCTURE AMIANTE	32
4.3.11	MESURES D'EMPOUSSIEREMENT	33
4.3.12	CONSTATS VISUELS	33
4.3.13	GESTION DES DECHETS	33
4.3.14	RAPPORT DE FIN D'INTERVENTION – RFI	34
4.4	DEPLOMBAGE	34
4.4.1	INSTALLATION DE CHANTIER – PROTECTION DE CHANTIER SPECIFIQUE AU DEPLOMBAGE	34
4.4.2	MODE OPERATOIRE	35
4.4.3	CONTROLE D'EMPOUSSIEREMENT	35
4.4.4	CONFINEMENT ET PROTECTIONS DE LA ZONE D'INTERVENTION	35
4.4.5	TRAVAUX DE RETRAIT DE REVETEMENT CONTENANT DU PLOMB	35
4.4.6	TRAVAUX DE DEPOSE D'ELEMENTS PLOMBES	40
4.4.7	GARANTIE DE RESULTATS, RESTITUTION DES LOCAUX	41
4.4.8	NETTOYAGE DES LOCAUX	41
4.4.9	ELIMINATION DES DECHETS	41
5	DESCRIPTION DES OUVRAGES DE CURAGE	43
5.1	CONDITIONS D'EXECUTION	43
5.1.1	CONNAISSANCE DES LIEUX	43
5.1.2	CARACTERE FORFAITAIRE DES OFFRES	43
5.1.3	CONDITIONS D'EXECUTION, SUJETIONS	44
5.1.4	BRANCHEMENTS DIVERS	44
5.2	TRAVAUX DE CURAGE	45
5.2.1	PROTECTION DES OUVRAGES CONSERVES	45
5.2.2	DEPOSE DES ETANCHEITES	45
5.2.3	DEPOSE DES PORTES ET MENUISERIES EXTERIEURS	45
5.2.4	DEPOSE DE FAUX PLAFOND	46
5.2.5	DEPOSE DES OUVRAGES MENUISES	46
5.2.6	DEPOSE DE SOLS SOUPLES	46
5.2.7	DEPOSE DE SOLS DURS	46
5.2.8	DEPOSE DE FAÏENCE	47
5.2.9	DEPOSE DE CLOISONS ET MURS NON PORTEURS ET DOUBLAGE	47
5.2.10	DEPOSE DES OUVRAGES DIVERS	47
5.2.11	DEPOSE DES OUVRAGES EN SERRURERIE	48
5.2.12	DEPOSE DES INSTALLATIONS, EQUIPEMENTS ET APPAREILLAGES ELECTRIQUES	48
5.2.13	DEPOSE EN DEMOLITION DES INSTALLATIONS, EQUIPEMENTS ET APPAREILLAGES DE PLOMBERIE	48
5.2.14	DEPOSE EN DEMOLITION DES INSTALLATIONS, EQUIPEMENTS DE CHAUFFAGE ET VENTILATION	49
5.2.15	DEPOSE ASCENSEUR	50
5.2.16	DEPOSE DU MOBILIER	50
5.2.17	TRAVAUX EXTERIEURS	50
5.3	ETANCHEITE PROVISOIRE DU BATIMENT – RISQUE DE CHUTE	51
5.4	TRAITEMENT DES DECHETS	51
5.4.1	NATURE DES DECHETS DE DEMOLITION	51
5.4.2	TRAITEMENT DES DECHETS	52
5.4.3	GRAVOIS – NETTOYAGE	52

1 PREAMBULE

1.1 Coordonnées du site

École nationale vétérinaire d'Alfort - ENVA

Bâtiment BOURGELAT

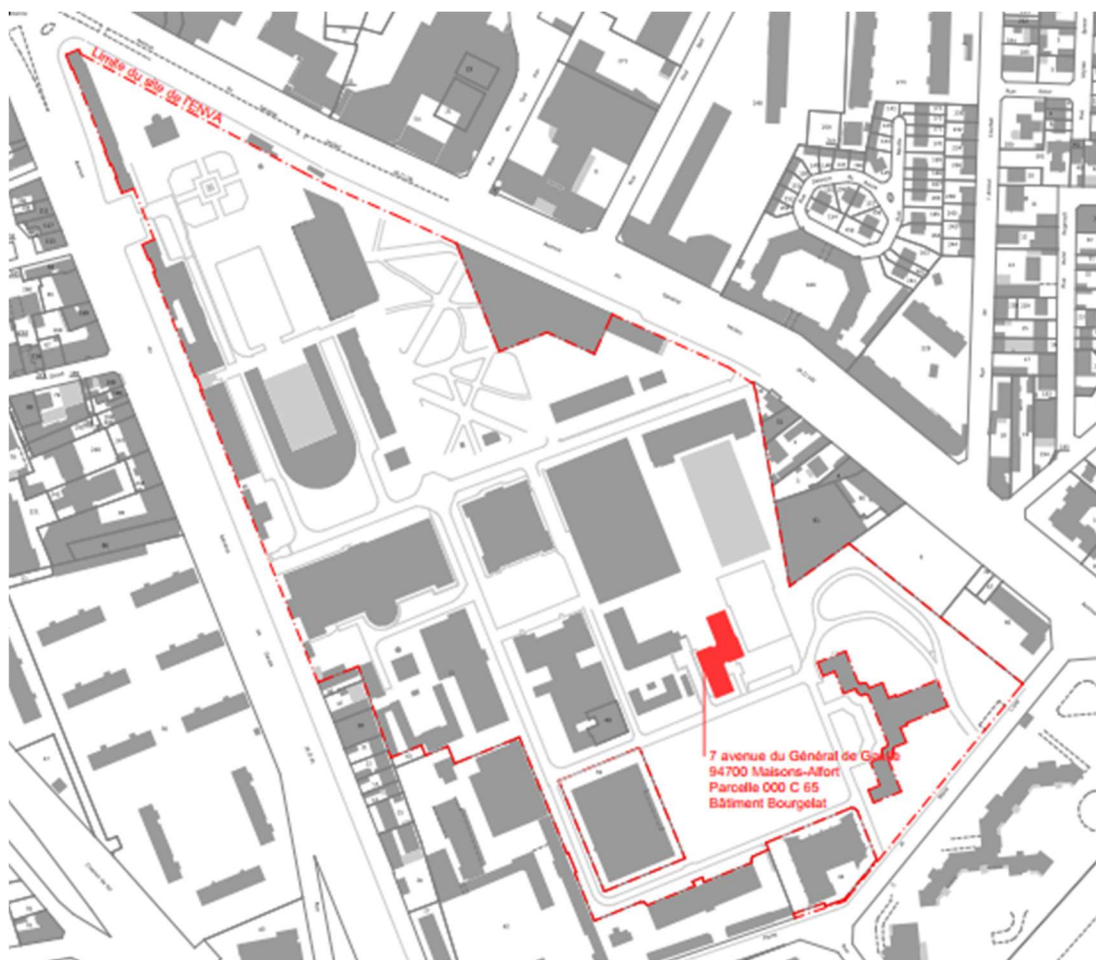
7 quater Av. du Général de Gaulle, 94700 Maisons-Alfort

1.2 Présentation du site

École nationale vétérinaire d'Alfort - ENVA

Bâtiment BOURGELAT

7 quater Av. du Général de Gaulle, 94700 Maisons-Alfort



Plan de localisation du site

1.3 Sécurité incendie

Le classement du bâtiment BOURGELAT est classé ERP, de type R (Établissement d'enseignement et de formation), de 2^{ème} catégorie (sans locaux de sommeil), avec des activités de type L (Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles...)

Classement à confirmer par la maîtrise d'Ouvrage et le Bureau de Contrôle.

2 PRESCRIPTION GENERALE

2.1 Cadre technique du marché de l'entreprise

2.1.1 Nature et obligations du marché de l'entreprise

2.1.1.1 Reconnaissance des lieux

Une visite du site est OBLIGATOIRE préalablement à toute soumission.

L'entreprise sera réputée avoir une connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des prestations à réaliser.

Dans le cas où des modifications à l'installation actuelle, autres que celles décrites, sont indispensables à la mise en conformité avec les règlements actuels, les travaux nécessaires seront prévus et apparaîtront clairement dans l'offre.

Par le seul fait de soumissionner, l'entreprise reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet. Outre le C.C.T.P, l'entreprise devra se conformer aux dispositions indiquées dans le C.C.A.P.

L'énumération et la description des ouvrages, telles qu'elles figurent dans les devis descriptifs, ne présentent donc aucun caractère limitatif et l'entreprise doit le complet et entier achèvement de ses ouvrages, même s'il a été omis de mentionner dans ces documents ou sur les plans, les fournitures et façons, accessoires indispensables à cet achèvement et au parfait fonctionnement des installations projetées et traitées à forfait.

Il ne pourra être admise aucune augmentation de prix ultérieure à la signature des marchés sous prétexte que le site n'a pas été visité. Seul seront acceptés les réserves mentionnées en toutes lettres dans l'offre, sur les points n'ayant pu être vérifiés. L'entreprise devra proposer un prix forfaitaire pour les DPGF fournis dans le dossier.

2.1.1.2 Caractère global et forfaitaire du prix du marché

Le présent marché est traité à prix global forfaitaire. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans de l'architecte et aux conditions du présent document.

Les offres seront présentées **en suivant le CDPGF** complété des quantités et des prix unitaires (indispensable) dont les produits totalisés formeront le prix forfaitaire. **L'entreprise est seule responsable des quantités indiquées dans son offre.**

L'entreprise pourra poser toutes les questions qu'elle jugera utiles à la compréhension totale du dossier. Elle présentera une offre complète comprenant toutes les sujétions qu'elle juge nécessaires à la réalisation d'une installation conforme au présent CCTP et en parfait état de marche. Le marché comportera sans aucune exception tous les travaux accessoires nécessaires à la terminaison des ouvrages. L'entreprise doit signaler dans son offre par écrit toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents de consultation, faute de quoi il est réputé avoir accepté les clauses du dossier.

Le CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux et de leur mode d'exécution. Il n'a pas de caractère limitatif. En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base de marché, l'entreprise est tenue d'exécuter sans exception ni réserve l'intégralité des travaux, même non décrits et/ou quantifiés dans le dossier, nécessaire au parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans, les normes, les réglementations en vigueur et les règles de l'art contractuellement réputées comme connues.

Dans le cas où les stipulations du C.C.T.P ne correspondraient pas à celles des plans, notamment en ce qui concerne les dimensions, l'entreprise se doit d'envisager la solution la plus onéreuse. De ce fait, il ne peut réclamer aucun supplément en s'appuyant sur ce que la désignation mentionnée sur les plans d'une

part, et sur le C.C.T.P d'autre part, pourrait présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire. Enfin, il est précisé que l'entreprise ne pourra arguer d'un oubli de localisation du C.C.T.P pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

En toute circonstance, l'entreprise demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution des travaux résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

L'entreprise doit vérifier et prendre sous son entière responsabilité, sans possibilité de modification du montant de son marché, le dimensionnement de l'ensemble de ses ouvrages ; les éléments pré dimensionnés du dossier de consultation n'étant qu'indicatifs.

Si cela s'avère indispensable, le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité de modifier, après accord du Maître d'Ouvrage et en concertation avec le Titulaire du marché, des principes ou matériels définis dans le présent document.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entreprise, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux autres ouvrages et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

2.2 Installations et organisation du chantier

2.2.1 Organisation générale du chantier

L'entreprise doit les installations de chantier, l'entretien, les consommations et les remises en état en fin de travaux.

2.2.1.1 Moyen de levage et d'accès

L'entreprise devra mettre en œuvre tous les équipements nécessaires à la réalisation de ses travaux, tel qu'un échafaudage, platelage sécurisés, échelles, nacelle, manitou, transpalette, etc....

2.2.1.2 Entretien des abords

A la charge de l'entreprise, chaque soir pendant toute la durée de son intervention.

2.2.1.3 Entretien des installations de chantier, consommations et remise en état en fin de travaux

L'entretien des installations de chantier et les remises en état en fin de travaux sont à la charge de l'entreprise.

La prestation comprend :

- Le nettoyage fin des locaux de chantier et abords une fois par semaine,
- Le nettoyage quotidien des WC de chantier,
- Les protections provisoires (ex : protection au droit de toutes les trémies notamment de l'ascenseur déposé),
- Consommations d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, d'entretien (remplacement des ampoules etc...) des locaux de chantier et des branchements de chantier.
- Frais de fonctionnement du CISSCT et CPHS, si nécessaire,
- Frais de réparation et de remise en état du cantonnement pendant les travaux (clôture, bungalow, etc.),
- Frais de remise en état du terrain du cantonnement (aire de chantier) en fin de travaux,
- Frais de remise en état des abords et des espaces verts en fin de travaux,
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés,
- Frais de réalisation d'accès provisoires de chantier,
- Frais de nettoyage des routes et voiries empruntées par les engins de chantier,

- La liste est non limitative.

S'il est considéré que les travaux de nettoyage n'ont pas été convenablement exécutés, un délai de 24h sera donné pour remédier à cet état. A l'expiration de ce délai, faute d'un nettoyage satisfaisant, il sera fait appel à une société de nettoyage dont la facture sera à la charge exclusive de l'entreprise responsable.

2.2.1.4 Nettoyage de fin de chantier

Le nettoyage de réception du bâtiment est à la charge de la présente entreprise.

S'il est constaté un manquement dans la prestation de nettoyage, la MOE fera appel à une entreprise extérieure au frais de l'entreprise titulaire du marché.

2.2.2 Installations de chantier

Les installations de chantier sont à la charge de la présente entreprise, et comprennent les éléments décrits ci-après, ainsi que les éléments complémentaires demandés dans le plan général de coordination du coordinateur S.P.S.

La zone de cantonnement du chantier sera réalisée suivant le Plan d'installation de chantier de l'entreprise, sur le site.

La maîtrise d'ouvrage met à disposition une zone pour réaliser la base vie suivant les besoins de l'entreprise.

2.2.2.1 Etat des lieux

Après notification du marché et avant toute intervention de l'entreprise sur le site, il sera réalisé à la charge de l'Entreprise, un constat d'huissier de l'état des lieux pour les existants du bâtiment intérieurs et extérieurs (clos-couvert et de ses abords).

Cet état des lieux avec photos sera réalisé en présence d'un représentant de l'entreprise, du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

Lors de cet état des lieux, une attention particulière devra être apportée sur les ouvrages conservés dans le bâtiment suivant les plans de curage Architecte.

2.2.2.2 Plan d'installation de chantier

L'entreprise devra produire un plan des installations de chantier, zone de cantonnement, zone de stockage y compris la clôture type « Vite-Clos » ou équivalent ainsi qu'un plan général de la circulation afin de figer les différents cheminements à savoir :

- Les approvisionnements du chantier,
- Les cheminements des ouvriers
- L'accès des services de secours,
- Les sorties et entrées des véhicules de secours,
- Les réseaux d'alimentation en eau, en électricité,
- Le cheminement piéton (en cas d'empiètement sur la voirie),
- Les points d'alimentation en eau et en électricité,
- Les zones de stationnement réservées à l'entreprise,
- L'emplacement de la clôture de chantier,
- L'emplacement des locaux de chantier,
- Les différents bungalows,
- Autres éléments demandés au CCTP ou PGC.

2.2.2.3 Approvisionnement en eau et en électricité du chantier

L'entreprise doit l'approvisionnement en électricité qui aura les caractéristiques suivantes :

- 1 coffret de chantier,
- Les coffrets nécessaires avec prise triphasée 380V
- Les branchements nécessaires demandés au concessionnaire avec compteur divisionnaire.
- 1 branchement pour la base vie demandé au concessionnaire avec compteur divisionnaire.

L'entreprise doit l'approvisionnement en eau qui aura les caractéristiques suivantes :

- 1 branchement avec compteur divisionnaire (consommations à la charge de l'entreprise)

Les fluides consommés par le chantier provenant d'un abonnement géré par le Maître d'Ouvrage, il y a lieu de poser les compteurs divisionnaires nécessaires dès le démarrage du chantier et aux frais de la présente entreprise. Les consommations seront facturées par le Maître d'Ouvrage en fin de chantier sur la base des tarifs en vigueur.

2.2.2.4 Zones de stockage

L'entreprise réalisera une zone de stockage sur la base de ses besoins.

Les ouvrages pourront être stockés sur le chantier dans la limite de l'espace disponible et dans un endroit à définir avec le Maître d'œuvre et Maître d'ouvrage. Cet endroit sera à l'abri des intempéries et devra être parfaitement sec et bien ventilé.

Le stockage sera réalisé de façon à éviter toutes déformations des ouvrages ou autres dégradations (chocs, rayures, arêtes épauprées, etc...). Le stockage devra être réalisé de manière à ne pas altérer l'état de finition des ouvrages. Cette zone devra être clôturée et devra disposer d'une signalétique.

Nota : L'entreprise devra prendre en compte pour les zones de stockage situées à l'intérieur du bâtiment, la capacité portante des planchers.

2.2.2.5 Délimitations du chantier

L'entreprise devra la mise en place d'une clôture principale autour de l'aire de l'installation de chantier, des zones de stockage, échafaudages, etc... Suivant les besoins de l'entreprise.

Cette prestation comprendra :

- La fourniture, la pose et l'entretien pendant toute la durée des travaux, des éléments suivants : clôture constituée de barrières type VITE CLOS ou en tôle laquée de 2,00 m attachées entre elles par des pinces antieffraction, portail pour accès à la base vie, cadenas, clefs et bureau de chantier, portail pour accès à la zone chantier, cadenas et clefs.
- **Les clôtures devront restées en place après curage et elles seront maintenues en place jusqu'à la prise en charge par l'entreprise du prochain marché de rénovation**
- Signalétique au sol pour délimiter la zone d'accès camion et alerter les usagers de la dangerosité
- Panneau informatif sur la clôture de chantier avec spécification des travaux, indication de la dangerosité et de l'interdiction de pénétrer sur le chantier et toutes suggestions du CSPS conformément au P.G.C.
- En fin de chantier, l'évacuation et la remise en état des lieux notamment du bon état du clôturage laissé sur site.
- Les sujétions d'isolement de l'aire d'installation et les dispositions de protection pour respecter la sécurité du public et des usagers.
- L'éclairage du cantonnement du chantier.

- La signalétique réglementaire à l'attention du personnel de chantier et du public (Port des EPI obligatoire, Accès interdit au Public).

2.2.2.6 Locaux de chantier

Sur la base du PGC (plan général de coordination) du coordinateur SPS, l'entreprise devra les installations provisoires suivantes :

- Sanitaires, vestiaires, réfectoire de chantier chauffés avec leurs équipements et réseaux.

Nota : Une salle de réunion de chantier sera mise à disposition pour les réunions de chantier par la maîtrise d'Ouvrage dans le bâtiment AGORA équipée de tables et de chaises en nombre suffisant.

Les frais occasionnés par la construction ou la fourniture et par l'entretien de ces locaux est à la charge de la présente entreprise.

Compris raccordement complet aux réseaux existants (EU – EV – EF).

L'entreprise mettra à disposition dans les locaux de chantier :

- L'ensemble des diagnostics amiante et plomb,
- Les plans à l'échelle,
- Le CCTP.

L'entreprise doit l'assurance des locaux de chantier. Il doit l'ensemble des frais d'abonnements et de mise en route des différents réseaux ainsi que l'ensemble de ses consommations.

Un état des lieux de début et fin de chantier sera effectué contradictoirement entre l'entreprise et le Maître d'Ouvrage. A cette occasion, une convention fixant les conditions d'occupation sera signée avec l'entreprise.

2.3 Obligations générales de l'entreprise

2.3.1 Sécurité des personnes

L'entreprise doit l'ensemble des éléments nécessaires pour assurer la sécurité des personnes, qu'elles soient de l'entreprise, mais également des occupants et des passants à proximité du chantier. L'entreprise dispose sur ce sujet d'une obligation de résultat, et devra proposer les modes opératoires adaptés.

L'entreprise a également le devoir d'alerter si elle constate une anomalie ou un risque quelconque pour les personnes. (Suspicion d'amiante non prélevée, risque de chutes, manque de balisage, etc...)

Les interventions comprenant un risque de chute en cours d'intervention, comme la dépose de garde-corps, de murs donnant sur vide, ou de menuiseries avec allèges, seront anticipées et il sera mis en place préalablement un garde-corps provisoire.

Tous les accès pompiers devront être maintenus libres pendant les interventions de l'entreprise.

L'entreprise doit permettre l'accès occasionnel à des entreprises tierces qui seront amenées à visiter le chantier pour des chiffrages de prestations.

L'entreprise devra se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité pour la protection de la santé, conformément à la loi 93.14.18 du 31 décembre 1993, du décret d'application 94.11.59 du 26 décembre 1994 et de l'arrêté du 7 mars 1995 relatif à la déclaration préalable.

Elle devra également se conformer au Plan Général de Coordination (P.G.C.), rédigé par le Coordonnateur SPS et transmis dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

L'entreprise est tenue de répondre à l'ensemble des demandes du coordonnateur SPS de l'opération, afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des intervenants.

2.3.2 Protection des ouvrages et des abords – Etanchéité provisoire

L'entreprise devra assurer la protection des ouvrages jusqu'à la réception. L'entreprise est responsable de la protection de ses ouvrages, et des éléments conservés dans le bâtiment.

L'entreprise est responsable du maintien de l'étanchéité du bâtiment pendant son intervention. Il doit prévoir dans son offre toutes les étanchéités provisoires nécessaires à ce titre.

L'entreprise est responsable du maintien en parfait état de la structure du bâtiment pendant son intervention. Il doit prévoir dans son offre toutes les sujétions à ce titre : étaitements, etc....

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par l'entreprise.

2.3.2.1 Protection des ouvrages

Lors de toute exécution de travaux dans l'existant, l'entreprise devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants. L'entreprise aura à sa charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les ouvrages conservés du site.

L'entreprise aura à sa charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les zones de travaux pendant la durée des travaux. Les lieux devront être rendus en parfait état.

L'entreprise aura à sa charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les abords du bâtiment y compris les végétaux. Ils devront être rendus en parfait état à la fin des travaux.

2.3.2.2 Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être selon le cas des planches et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires. L'entreprise devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le Maître d'Œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

L'entreprise doit la protection des ouvrages qui devront être totalement recouverts, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour le passage ponctuel des ouvriers.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entreprise aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

2.3.2.3 Travaux de dépose

Les travaux de dépose devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entreprise qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

2.3.2.4 Matériaux et matériels de récupération

Le Maître d'Ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

2.3.3 Gestion des déchets de chantier

L'entreprise doit l'évacuation de ses déchets et gravats. Les déchets pourront uniquement être mis en attente dans la zone de stockage du chantier dans des bennes ou bungalows prévus à cet effet.

Il est formellement interdit de jeter les gravats par les ouvertures en façades, ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

L'entreprise devra fournir à la maîtrise d'ouvrage/maitrise d'œuvre les BSDA, et/ou de remise dans un centre de valorisation et/ou les récépissés de dépose de tous les autres déchets de son présent lot afin d'assurer leur évacuation dans le respect du cadre réglementaire de traitement des déchets.

NB : Il conviendra à l'entreprise de se conformer au décret du 18 avril 2002 comportant, d'une part, la Décision 2001/573/CE qui établit la liste des déchets et, d'autre part, la Directive 91/689/CE qui définit un déchet dangereux.

L'entreprise rédigera un Schéma de Gestion, d'Organisation et d'Elimination des Déchets (SOGED) et sera vérifié et validé par la Maitrise d'Ouvrage et la Maitrise d'Œuvre.

Respect de la législation et de la réglementation

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par L'entreprise dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement, Loi complétant et modifiant les 2 précédentes ;

Tri des déchets sur chantiers

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- Les déchets dangereux ;
- Les déchets inertes (bois, gravats, métaux, plastique) ; ;
- Les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

Enlèvement des déchets

Les déchets et emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment, ils seront traités et évacués, conformément à la réglementation en vigueur à ce sujet, notamment :

- Les déchets classés « dangereux » seront évacués en centre d'enfouissement de classe 1 ;

- Les déchets inertes, en classe 3.

En ce qui concerne les emballages :

- Les emballages ayant contenu des produits classés « dangereux » seront évacués à un centre d'enfouissement de classe 1 ;
- Les autres emballages devront obligatoirement être valorisés.

Imputation des frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets

Tous les frais et coûts de la gestion sur chantier, des traitements de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge l'entreprise.

Revalorisation des déchets

L'entreprise devra également organiser l'évacuation des matériaux destinés à la réutilisation vers des installations de traitement des déchets en capacité d'assurer leur tri puis leur préparation en vue de la réutilisation, leur sortie du statut de déchets et leur transfert vers les filières du réemploi.

2.3.4 Réunion de chantier

L'entreprise prend l'engagement d'assister à toutes les réunions de chantier, périodiques ou non, auxquelles elle sera convoquée. Son représentant devra avoir pouvoir de décision et devra respecter impérativement les horaires de convocation. En aucun cas, cette personne ne pourra être remplacée par un représentant d'une entreprise sous-traitante.

Toute absence ou retard du représentant de l'entreprise, entraîne la responsabilité pleine et entière de l'entreprise, y compris pour les défaillances ou erreurs d'exécution pouvant faire suite à cette absence. En outre, il pourra être appliqué à l'entreprise, suivant proposition du Maître d'Œuvre au Maître d'Ouvrage, des pénalités.

Les observations éventuelles de l'entreprise sur les comptes rendus de chantier devront être faites par courrier au Maître d'œuvre dans un délai de 5 jours ouvrés.

Les réunions de chantier seront hebdomadaires dès la période de préparation de chantier.

2.3.5 Responsable de chantier

L'entreprise doit avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elle a commencé les travaux, un chef de chantier qualifié qui devra être agréé du Maître d'œuvre.

En cas d'absence du chef de chantier, l'entreprise (qui devra toujours avoir un représentant qualifié) n'en restera pas moins responsable de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ces absences.

Le chef de chantier devra être capable de représenter valablement leur entreprise tant auprès du Maître d'œuvre qu'auprès de la Maitrise d'Ouvrage et avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes les questions courantes de chantier.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander son remplacement par simple lettre recommandée à l'entreprise.

2.3.6 Gestion des nuisances de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée l'entreprise, dans le strict respect de la législation, des demandes de la maitrise d'Ouvrage et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus relative à la lutte contre le bruit.

Une sensibilisation des équipes devra être organisée sur ce sujet en présence du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et coordinateur SPS avant le démarrage de chantier.

L'entreprise devra organiser son chantier avec un objectif commun visant à :

- Limiter de la pollution de l'air
- Limiter les poussières
- Maîtriser l'ambiance sonore
- Gérer les déchets
- Maîtriser des perturbations causées aux voisinages

2.3.7 Gestion de la facturation

La maîtrise d'œuvre utilise de manière automatique la solution logiciel « EDIFLEX » afin de réaliser le suivi de la facturation.

L'objectif de la mise en œuvre de cette solution est d'optimiser le suivi financier et de minimiser le temps de traitement des situations.

Dans ce contexte, il sera demandé aux de saisir leur avancement chaque mois via le logiciel.

Les accès à la plateforme seront créés par la maîtrise d'œuvre pour l'entreprise et seront totalement gratuit. Il sera créé un accès unique pour chaque entreprise.

Le process suivant sera nécessaire :

- Vérification et validation par l'entreprise du détail de DPGF avec décomposition par taux de TVA, sous format EXCEL, ligne à ligne
- Remise de la DPGF incluant la décomposition de TVA au format Excel à la maîtrise d'œuvre
- Désignation d'un interlocuteur chargé de remplir l'avancement de l'opération chaque mois côté entreprise. Transmission de ses coordonnées au maître d'œuvre
- Saisie de la DPGF dans le logiciel EDIFLEX par la maîtrise d'œuvre
- Chaque mois, saisie de l'avancement par l'entreprise directement dans le logiciel EDIFLEX.
- Le maître d'œuvre valide ou modifie l'avancement saisi
- Après validation, l'entreprise réalise sa facture sans détails (l'ensemble du détail étant géré dans la DPGF via EDIFLEX).

2.3.8 Matériaux suspects

En cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra immédiatement prévenir le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, par téléphone avec confirmation par courriel ou télécopie sous 24 heures.

Le Maître d'ouvrage devra faire réintervenir l'opérateur de repérage, prestataire du diagnostic amiante avant travaux, qui procédera au prélèvement d'un échantillon du matériau suspect en prenant toutes les précautions nécessaires. L'opérateur de repérage fera procéder à son analyse par un laboratoire. Dans l'attente des résultats, les travaux seront abandonnés au voisinage du matériau considéré et des mesures conservatoires seront mises en œuvre afin d'empêcher l'émission de fibres et l'agression de celui-ci par un tiers.

Dès réception des résultats, la Maîtrise d'œuvre indiquera à l'Entrepreneur les dispositions à mettre en œuvre dans le cadre du présent C.C.T.P.

2.3.9 Protections particulières

L'entrepreneur devra prendre en charge toutes les protections individuelles ou collectives, visant à la sécurité des personnes intervenant sur le chantier, imposées par la réglementation en vigueur, l'établissement, le Maître d'Ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS

2.3.10 Documents généraux de référence

Les pièces écrites :

- Le présent CCTP
- Diag Amiante
- Diag Plomb
- Diag PEMD
- CCAP
- RC
- PGC
- PIC
- PEMD

Les pièces graphiques :

- Plan de repérage curage

2.4 Qualifications de l'entreprise

L'entrepreneur doit apporter la preuve de ses compétences en matière de désamiantage pour un chantier de ce type et des références de réalisation de chantiers de désamiantage similaires.

L'entrepreneur doit présenter la qualification requise, spécifique à la nature des prestations réalisées ou sous-traitées.

L'entrepreneur doit notamment pouvoir présenter le certificat de qualification suivante : Certification de qualification QUALIBAT 1552 « Traitement de l'amiante », certifications AFNOR ou GLOBAL équivalentes relatives au retrait de produits amiantés, comportant à minima les secteurs d'activité suivants :

3 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

3.1 Installations de chantier

3.1.1 Préambule

L'entreprise devra répondre à l'ensemble des demandes du CSPS.

3.1.2 Signalétique

- Le panneau réglementaire, également fixé sur le portail de la clôture de chantier : « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »,
- Le fléchage du parcours, des véhicules desservant le chantier.
- Signalétique spécifique pour dépollution Amiante et Plomb

3.1.3 Zone d'installation de chantier

L'installation de chantier comprendra :

- Une zone afin de recevoir les bungalows, cantonnements, bureaux de chantier compris salle de réunion, bennes et les aires de stockage. Chaque emplacement devra être balisé par le présent lot, y compris les aires de circulations,
- Comme pour toutes les installations de chantier, les zones décrites ci-avant, devront être remises à l'identique de l'état d'origine.
- L'entreprise prévoira dans son offre la prise en compte des demandes de voirie nécessaire à son installation de chantier.

La Moa propose de mettre à disposition une salle de réunion sur le Bâtiment AGORA

Localisation : Parking

3.1.4 Clôtures de chantier

L'entreprise devra la mise en place d'une clôture principale autour de l'aire de l'installation de chantier, des zones de stockage, ateliers, échafaudages etc...

L'entreprise devra se rapprocher de la maîtrise d'ouvrage afin de valider les éléments de clôture à retenir.

Cette prestation comprendra :

- La fourniture, la pose et l'entretien pendant toute la durée des travaux, des éléments suivants : clôture constituée de barrières type HERAS ou en tôle laquée de 2,00 m attachées entre elles par des pinces antieffraction, portail pour accès à la base vie, cadenas, clefs et bureau de chantier.
- La dépose en fin de chantier et l'évacuation, avec la remise en état des lieux.
- Les sujétions d'isolement de l'aire d'installation et les dispositions de protection pour respecter la sécurité du public et des usagers.
- L'éclairage du cantonnement du chantier.
- La signalétique réglementaire à l'attention du personnel de chantier et du public (Port des EPI obligatoire, Accès interdit au Public).

3.1.5 Etat des lieux et constat sur les avoisinants

La réalisation des travaux de curage / désamiantage / déplombage impose à l'Entreprise, la réalisation d'un constat d'huissier des existants (états initiaux des façades, et clos-couvert et espaces extérieurs et de ses abords), avant démarrage de ses travaux et un constat complémentaire contradictoire réalisé en fin de chantier. Ces constats, avec reportage photographique et pose éventuelle de témoins, doivent être réalisés en présence de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

L'Entreprise, consciente des nuisances générées pendant et après l'exécution de ses ouvrages, se doit de procéder à la mise en place de toutes les protections souples et rigides et à tous les confortements qu'elle juge nécessaires.

Elle doit également la surveillance, le contrôle, l'entretien et éventuellement la remise en état ou le renouvellement de ces protections et confortements.

Après son intervention, l'Entreprise du présent lot doit procéder à la dépose des protections et confortements et à la remise en état à l'identique des parcelles avoisinantes.

3.1.6 Base vie

La Base Vie et cantonnements de chantier devront être aménagés par l'entreprise en charge du marché.

Ces bungalows ou zone de cantonnements seront à prévoir pour la totalité des intervenants pendant toute la durée des travaux. Ils seront conçus afin de respecter tant en nombre qu'en type d'installation, toutes les règles du Code du Travail les concernant et, notamment, les règles d'hygiène et de sécurité. Ils seront correctement ventilés, chauffés et éclairés.

Ils incluront notamment :

- Les vestiaires en nombre suffisant et adaptés à l'avancement du chantier, agencés de casiers réglementaires et de sièges (+ vestiaire femme séparé),
- Des lavabos avec robinetterie EF-EC, au nombre de 1 lavabo pour 10 travailleurs (compris savon et moyen de séchage)
- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes ; 2 cabinets pour 20 femmes, (+ zone WC séparée pour les femmes)
- 1 douche au minimum (+ 1 dans la zone sanitaire femme)
- Le réfectoire muni de tables et de sièges en nombre suffisant, et des chauffeuses gamelles réglementaires.

Nota : Une salle de réunion pour les réunion de chantier sera mise a disposition par la Maitrise d'Ouvrage dans le bâtiment AGORA :

3.1.7 Branchements de chantier

L'entreprise devra prévoir dans son offre, les branchements des différents réseaux pour utilisation des travaux, pendant la durée des travaux, y compris adaptation au fur et à mesure de l'avancement.

Nota : avant toute intervention, l'entreprise prévoira la consignation des réseaux en amont.

Les fluides consommés par le chantier provenant d'un abonnement géré par le Maître d'Ouvrage, il y a lieu de poser les compteurs divisionnaires nécessaires dès le démarrage du chantier et aux frais de la présente entreprise. Les consommations seront facturées par le Maître d'Ouvrage en fin de chantier sur la base des tarifs en vigueur.

3.1.7.1 Électricité

- Branchement dans le local TGBT existant avec mise en place d'un sous-comptage et remaniement du TGBT pour l'adapter aux besoins du chantier de curage

- Installation tableau général,
- Alimentation des cantonnements et chantier
- Eclairage des voies d'accès.
- Branchement secondaire (coffrets de chantier)
- Eclairage de chantier sur les différents niveaux du bâtiment (150 lux minimum).

Cette installation devra être facilement accessible, visible de tous et permettre un arrêt global des alimentations en cas de défaillance sur les circuits secondaires de dessertes ou d'un incident survenu sur le chantier.

Les frais de contrôle par un organisme agréé seront également inclus dans l'offre.

3.1.7.2 Eau

- Branchement avec compteur de chantier,
- Distribution et raccordement cantonnement,
- Le raccordement des installations de chantier depuis le branchement d'eau réalisé par le titulaire du présent lot. Il en est de même pour les rejets d'eaux après filtration,
- Le raccordement des installations spécifiques au traitement de l'amiante (tunnels de décontamination, unités de chauffe, unités de filtration) avec systématiquement une vanne d'arrêt pour la zone concernée,
- Le raccordement des évacuations des eaux filtrées issues des tunnels de décontamination vers le réseau d'eaux usées le plus proche.
- Installation d'un poste de puisage sur chantier,
- Station de lavage.

Toutes les protections de rigueur devront être prises en compte pour garantir la non-pollution du réseau général d'alimentation (mise en place d'un clapet anti-retours en amont du comptage et de filtre et/ou relevage spécifique) et les éventuels chocs mécaniques qu'il pourrait subir (mise en place de protections périphériques du type coffrets maçonnés).

3.1.7.3 EU / EV

- Raccordement de la base vie et cantonnements sur réseau,
- Toutes les évacuations des existants en zone de travaux et station de lavage.

Cette prestation comprend tous les frais de rejet pendant la durée du chantier, ainsi qu'un entretien courant des installations.

3.1.8 Approvisionnement en eau et en électricité du chantier - Consommations

L'entreprise doit l'approvisionnement en eau et en électricité du chantier.

L'approvisionnement en électricité aura les caractéristiques suivantes :

- Branchement dans le local TGBT présent sur le site,
- Fourniture et installation d'un coffret de chantier,
- Installation d'une armoire centrale de chantier et équipée d'un disjoncteur général et de différentiels de protection, de prises de courant à l'usage de l'ensemble des intervenants, de départs d'alimentation vers les installations techniques provisoires, d'un arrêt d'urgence type coup de poing compris toutes démarches nécessaires à cette installation ;
- Tableaux secondaires suivant nécessité - Raccordement à la terre.
- Pose d'un sous comptage

L'entreprise devra intégrer dans son bilan de puissance :

- La consommation des cantonnements ouvriers et de ses bureaux,
- La consommation des engins (nacelle...) et matériel de chantier,
- L'éclairage,
- ...

Les installations électriques provisoires d'alimentation du chantier et des cantonnements devront être contrôlées par un organisme agréé avant mise en service initiale, lors de chaque modification et périodiquement une fois par an.

Le coût des abonnements et consommation sera pris en charge par l'entreprise. Un plan des installations électriques de chantier sera établi par l'entreprise et diffusé.

L'approvisionnement en eau aura les caractéristiques suivantes :

- Branchement provisoire à demander au concessionnaire,
- Autant de points d'eau que nécessaire,
- Mise hors gel,
- Entretien de ces points d'eau pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise doit également le règlement de l'ensemble des consommations.

Des relevés contradictoires seront effectués par le Maître d'Œuvre en présence de l'entreprise, en eau et en électricité, avant et après travaux.

3.1.9 Ecoulement des eaux

Les travaux et précautions nécessaires seront prises pour éviter les pénétrations d'eau de différentes natures, ruissellements ou autres malveillances. L'exécution étant provisoire pour chaque réseau avec une phase de démontage en fin de chantier.

3.1.10 Installations complémentaires

L'entreprise aura à sa charge toutes les installations de chantier complémentaires spécifiques, à l'exécution de ses propres travaux de curage, désamiantage, déplombage et dépose soignée, avec en particulier :

- Baraquement de l'entreprise, conteneur matériel, etc.,
- Engin de levage éventuel, pour l'amené/retrait des matériaux et du personnel sur les zones d'interventions :
 - Monte matériaux
 - Monte-charge
 - Escaliers
 - La liste est non exhaustive
- Eléments de protection nécessaire
- Palette, ou tout autres équipements permettant le stockage des éléments conservés
- Cette liste est non exhaustive. Toutes installations supplémentaires : chaussettes, sapines et autres installations provisoires seront à la charge du titulaire.

L'entreprise devra soumettre au maître d'œuvre et au coordonnateur, le plan de principe de ces différentes installations, y compris zones de circulation d'engins, pour accord préalable.

En fin de travaux, l'entreprise devra prévoir le démontage et la démolition de ses installations particulières : massif, aires béton, etc. y compris évacuation et remise en état des lieux.

3.1.11 Sécurités, Protection collective

L'entreprise devra l'amener, la mise en place et le repli de tous les équipements de sécurité nécessaire, pour l'ensemble des lots du projet.

La conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout en partie de l'ouvrage, sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur.

Toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à la réalisation du chantier ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'entreprise. Il ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.

3.1.12 Benne pour gravais

L'entreprise mettra à disposition du chantier des bennes (taille à déterminer suivant besoin) permettant le tri des déchets liés au chantier. Leur contenant sera mentionné lisiblement sur la benne ou à proximité immédiate.

Ce poste comprend les frais de location, double transport, rotations et toutes sujétions.

L'entreprise devra utiliser des filières locales de collecte et de valorisation.

Les procès-verbaux de suivi de déchets seront transmis au Maître d'Ouvrage et à la Maîtrise d'Œuvre.

L'entreprise prévoira, dans sa gestion de chantier, de ne laisser aucune benne sur site les week-ends.

3.1.13 Entretien des installations de chantier

Le présent lot devra l'entretien, la maintenance et le nettoyage régulier (hebdomadaire à minima) des installations de chantier.

Il devra la fourniture du papier WC, du savon, et de papier sèche-mains, ainsi que l'évacuation hebdomadaire des poubelles de déchets ménagers.

3.1.14 Désinstallations de chantier

Elles sont à charges de l'entreprise et consistent au démontage des installations mises en œuvre, à leurs évacuations, et à la remise en état parfaite des lieux.

4 DESCRIPTION DESAMANTAGE - DEPLOMBAGE

4.1 Spécifications générales

4.1.1 Programme de travaux

Dans le cadre de cette opération, le titulaire du présent marché de désamiantage doit notamment dans son marché :

Désamiantage :

La mise en place des installations de chantier et matériels spécifiques aux travaux de désamiantage,

- La fourniture, la mise en place et le retrait des protections dans les zones d'interventions, sur les échafaudages si nécessaire suivant son mode opératoire, liées directement aux travaux de désamiantage,
- La mise en place de l'ensemble des protections individuelles pour les équipes.
- La dépose de tous les éléments repérés contenant de l'amiante,
- L'évacuation et le traitement adaptés de l'ensemble des déchets générés par les travaux, compris prise en charge de tous les frais liés,
- La mise en place et le maintien de tous les éléments faisant office de garde-corps

En fin de chantier, le retrait des installations et des matériels, ainsi que le nettoyage général des emprises restituées,

La réalisation de tous les contrôles et essais nécessaires, avant restitution des locaux au Maître d'Ouvrage.

Déplombage :

La mise en place de protection, ou des modes opératoires, adaptés suivant les types d'intervention.

- La fourniture, la mise en place et le retrait des protections dans les zones d'interventions, liées directement aux travaux de déplombage
- La fourniture de l'ensemble des protections individuelles pour les équipes.
- Le décapage et le retrait de tous les revêtements plombés sur les ouvrages conservés, ainsi que la manutention des ouvrages avec revêtement plombé sur les ouvrages non conservés.
- L'évacuation et le traitement adaptés de l'ensemble des déchets générés par les travaux, compris prise en charge de tous les frais liés.

4.1.2 Règles générales applicables

Les travaux, fournitures et équipements devront satisfaire aux règles imposées par les textes réglementaires et techniques en vigueur. En raison de leur nombre et de leur volume, la liste détaillée ci-dessous n'est pas exhaustive. Toutefois, parmi ceux-ci, il y a lieu de citer :

- Le code de la construction et de l'habitation,
- Le règlement sanitaire départemental type,
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU) : cahier des charges, cahiers des clauses techniques, mémentos, règles et méthodes de calcul,
- Les Avis Techniques du C.S.T.B,
- Les directives UEA,
- Les normes AFNOR,
- Les spécifications du REEF,
- Les règlements municipaux,

- Le décret n° 65-48 du 08/01/1965 et textes d'application, concernant l'hygiène et la sécurité dans les travaux de bâtiment, travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles réhabilités,
- Le décret n° 94-1159 du 26/12/1994, relatif à la coordination en maîtrise de sécurité et de la protection de la santé, modifiant le code du travail,
- L'Arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants
- De façon globale : les règles de l'art de chaque corps de métier.

4.1.3 Normes et réglementations relatives aux travaux de désamiantage

L'emploi du personnel, l'utilisation des matériels, installations et méthodologies spécifiques applicables en matière d'amiante doit satisfaire aux exigences des textes réglementaires. Les travaux sont exécutés suivant les règlements, normes et textes en vigueur, y compris les différentes mises à jour à la date d'exécution des travaux. Toutefois, parmi ceux-ci, il y a lieu de citer :

<p>Textes législatifs et réglementaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Articles R 4412-94 à R 4412-148 du Code du Travail relatifs aux risques d'exposition à l'amiante (Anciennement Décret 96-98 du 7 Février 1996, décret n°2006-761 du 30 Juin 2006 et Arrêté du 14 Mai 1996 relatif aux règles techniques pour les entreprises effectuant des activités de confinement, de retrait de l'amiante. • Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante. • Le décret 2011-629 du 3 juin 2011 modifiant les articles R 1334-14 à R1334-29 et l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis. • Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante : mesures d'empoussièrement réalisées en META. • L'Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante (Abrogation de l'arrêté du 22 décembre 2009). • L'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages. • L'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante. • L'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
--	---

Dans le cas où de nouveaux règlements entreraient en vigueur au cours des travaux, l'entreprise sera tenue d'en référer par écrit au Maître d'Œuvre.

Les travaux ne répondant pas strictement à ces conditions seront refusés et devront être repris.

4.1.4 Normes et réglementations relatives au lot Déplombage

L'emploi du personnel, l'utilisation des matériels, installations et méthodologies spécifiques applicables en matière d'amiante doit satisfaire aux exigences des textes réglementaires. Les travaux sont exécutés suivant les règlements, normes et textes en vigueur, y compris les différentes mises à jour à la date d'exécution des travaux. Toutefois, parmi ceux-ci, il y a lieu de citer :

Textes législatifs et réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> • Code du travail : article R.4412-149 à R.4412-160 – Mesures de prévention des risques chimiques. • Code la santé publique : article L. 1334-1 à L. 1134-12 et L.1334-12-1 à L.1334-17 – Lutte contre la présence de plomb • Arrêté du 19/08/2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP) • Arrêté du 19/08/2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (CREP) • Décret n°2006-474 du 25/04/2006 relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R1334-1 à R.1334-13 du code la sante publique. • Décret n°2003-1254 du 23/12/2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail. • Décret n°91-1414 du 31/12/1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnelles et portant transposition de directives européennes relative à la santé et la sécurité du travail (Equipements de travail). • Décret n°92-1261 du 03/12/1992 relative à la prévention des risques chimique (articles R. 231-51 à R. 231-54 du Code de travail) • Prévention des risques professionnels : « Intervention sur les peintures contenant du plomb »
--------------------------------------	--

Dans le cas où de nouveaux règlements entreraient en vigueur au cours des travaux, l'entreprise sera tenue d'en référer par écrit au Maître d'Œuvre.

Les travaux ne répondant pas strictement à ces conditions seront refusés et devront être repris.

4.1.5 Contraintes liées à la présence d'amiante

4.1.5.1 Diagnostics fournis

Les diagnostics suivants sont annexés au présent dossier de consultation :

Documents Amiante reçus				
Type de rapport	Numéro de rapport	Date du rapport	Bâtiment / site	Diagnosticteur
DTA - Diagnostic Technique Amiante	084.94.05.00207 / PC 19983 / DTA	19/12/2005	Batiment W	QUALI CONSULT
RAAT - Rapport Amiante Avant Travaux	ENVA-2501-AM	27/08/2025	Bâtiment BOURGELAT	QUALI CONTROLE

4.1.5.2 Matériaux Contenant de l'amiante identifiés

Ces rapports de Repérage Amiante Avant Travaux ont permis de mettre en évidence la présence d'amiante dans les matériaux suivants :

Synthèse des MCA					
Niveau	Composant de la construction	Partie du composant de la construction	MCA	Complément	Localisation
RDJ	Menuiseries_extérieures	Fenêtre_Verrière	Mastic	Mastic vitré	Salle de musique
RDC	Menuiseries_extérieures	Fenêtre_Verrière	Mastic	Mastic vitré	Amphi 1
RDC	Planchers_et_planchers_techniques	Revêtements_de_sol	Dalles + colle		Amphi 2
R+1	Menuiseries_extérieures	Fenêtre_Verrière	Mastic	Mastic vitré	Dégagement principal
R+1	Parois_verticales_intérieures	Revêtements_de_murs_poteaux_cloisons	Colles de plinthes	Plinthe type marbre	Dégagement principal
EXT	Menuiseries_extérieures	Fenêtre_Verrière	Joint de structure		Façade extérieure
RDC	Parois_verticales_intérieures	Revêtements_de_murs_poteaux_cloisons	Colles de plinthes	Plinthe type marbre	Dégagement principal
RDC	Parois_verticales_extérieures	Bardages	Plaques et bacs en fibres-ciment		Dégagement principal
TOITURE	Toiture_et_étanchéité	Revêtements_bitumineux_d'étanchéité		Pare-vapeur	Edicule en toiture terrasse

Il est précisé que cette liste est fournie à titre indicatif. L'entreprise devra réaliser sa propre analyse des diagnostics afin de palier à toute omission de la maîtrise d'œuvre et de s'assurer de leur complétude au regard des travaux à réaliser et des modes opératoires qu'elle envisage de mettre en œuvre.

4.1.5.3 Travaux impactés

Les travaux impactés par la présence d'amiante et devant être réalisés en **sous-section 3**.

4.1.5.4 Généralités inhérentes aux travaux en sous-section 3

L'entreprise devra prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour interdire l'accès pendant toute la durée des travaux à la zone de travail.

Il appartient à l'entreprise adjudicataire, de procéder à sa propre évaluation des risques et de déterminer les mesures de prévention appropriées, qui feront l'objet d'une formalisation écrite dans un plan de retrait, suivant les prescriptions de l'article R. 4412- 133 du code du travail.

En fonction des résultats de l'évaluation initiale des risques, basée sur les éléments fournis par le donneur d'ordre, et complétée par ses propres constatations, l'Entreprise désignée pour les travaux de retrait décrit les mesures qu'elle prévoit durant le chantier afin :

- ✓ De supprimer ou réduire l'émission de fibres d'amiante hors des zones de travaux,
- ✓ De définir les niveaux de protections individuelles et collectives adaptées aux risques identifiés,
- ✓ De garantir l'absence de pollution résiduelle après les travaux de retrait.

Le plan de retrait sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre avant envoi aux organismes de prévention (DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP).

Le PRE devra intégrer notamment :

- a) Le démarrage prévisionnel des travaux
- b) Les rapports de repérage des MCA
- c) La nature et la durée probable des travaux,
- d) Le lieu où les travaux sont effectués,
- e) Les méthodes mises en œuvre en prenant en compte :
 - ➔ Les niveaux d'empoussièrement attendus compte tenu du couple matériau à retirer / technique de retrait au regard des résultats de la campagne META
 - ➔ Les mesures de prévention préconisée par l'INRS dans son Guide ED6091 de décembre 2012.

- f) La fréquence et la modalité des contrôles d'empoussièrement par des fibres d'amiante, conformément à la norme NF EN ISO 16000-7 et au Guide d'application GA X 46-033 d'août 2012, intégrant notamment le contrôle de l'empoussièrement dans l'environnement du chantier pour s'assurer du respect du seuil mesuré lors de la réalisation de « l'état initial », sans jamais dépasser le seuil de 5f/l fixé par le code de Santé Publique,
- L'entreprise devra l'ensemble des tests d'empoussièrement ainsi que les tests visuels du démarrage des travaux, au contrôle régulier en cours de désamiantage ainsi que le test final avant retrait du confinement
 - La Maitrise d'Ouvrage devra le test d'empoussièrement après déconfinement, ainsi qu'un test visuel.
- g) Les qualifications et visites médicales des opérateurs.

L'Entreprise apportera un soin particulier à la préparation de ces documents, de manière à optimiser les chances d'obtenir la validation desdits documents par les organismes de prévention à la première soumission.

Une attention particulière sera apportée sur les moyens mis en œuvre afin de gérer au mieux les travaux : adéquation des processus, protections individuelles et collectives, gestion des mesures d'empoussièrement et gestion des déchets.

Les processus mis en œuvre par l'Entreprise devront avoir fait l'objet d'une validation au titre de l'Article R4412-126 du Code du Travail. Le cas échéant, un chantier test devra être réalisé par l'entreprise.

L'entreprise devra respecter en tout point les arrêtés du 7 mars et 8 avril 2013 relatifs respectivement aux moyens de protection individuelle et collectives à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Les mesures d'empoussièrement définies par les textes réglementaires et détaillées dans le guide d'application GAX 46033 applicables à l'opération sont à la charge de l'entreprise.

En complément, il sera exigé de l'entreprise un récapitulatif hebdomadaire au format Excel des mesures réalisés et des évacuations de déchets.

Il est entendu que tous les frais engendrés par les sujétions dues à la présence d'amiante sont compris dans le prix global et forfaitaire.

NOTA : Le maître d'œuvre précise qu'il ne peut être exclu que certains éléments n'aient pas pu être atteints lors du diagnostic résultant, par exemple, de l'inaccessibilité de certains matériaux de la construction.

En cas de suspicion de présence d'amiante, l'Entreprise devra respecter un point d'arrêt et avertir le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage. Des prélèvements et analyses devront alors être effectués par l'opérateur de repérage, afin d'identifier les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.

4.1.1 Contraintes liées à la présence de plomb

4.1.1.1 Diagnostics fournis

Les diagnostics suivants sont annexés au présent dossier de consultation :

Documents Plomb reçus				
Numéro de rapport	Date du rapport	Bâtiment / site	Programme de travaux	Diagnosticteur
ENVA25-01PB	26/08/2025	Bâtiment BOURGELAT	réhabilitation du bâtiment BOURGELAT	QUALICONTROLE

4.1.1.2 Matériaux Contenant du plomb identifiés

Ces rapports de Repérage Plomb Avant Travaux ont permis de mettre en évidence la présence d'amiante dans les matériaux suivants :

Synthèse Plomb				
Niveau	Composant de la construction	Substrat	Complément	Localisation
RDC	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	Peinture	Zone 2
RDC	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	Peinture	Zone 4
RDC	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	Peinture	Zone 5
RDC	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	Peinture	Sanitaire
R+1	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	Peinture	Zone 2
R+1	Parois verticales intérieures	Murs cloisons en dur	Peinture	Zone 5 - Mur A
R+1	Plafonds et Faux plafonds	Plafonds	Peinture	Zone 5
R+1	Equipements divers et accessoires	Structure des paillasses	Peinture	Zone 5
R+1	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	Peinture	Zone 5
R+1	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	Peinture	Zone 11
R+1	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	Peinture	Zone 14
Toiture	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	PLOMB	
Toiture	Conduits canalisations et accessoires	Conduits de fluides de vapeur fumée et échappement	Peinture	tuyauterie gaz

Il est précisé que cette liste est fournie à titre indicatif. L'entreprise devra réaliser sa propre analyse des diagnostics afin de palier à toute omission de la maîtrise d'œuvre et de s'assurer de leur complétude au regard des travaux à réaliser et des modes opératoires qu'elle envisage de mettre en œuvre.

4.1.1.3 Travaux impactés

Les travaux de retrait de plomb comprendront le retrait complet des peintures contenant du plomb et les éléments en plomb sur les ouvrages existants, recensés dans le rapport de repérage.

4.2 Phasage des travaux

Le phasage des travaux devra permettre :

- L'intervention des différentes équipes de curage par spécialités, par un enchaînement de phase notamment par le process suivant :
 - Installation de chantier et consignation des réseaux existants
 - Intervention et mise en place d'éléments provisoires pour la séparation des différents réseaux, et repérage des éléments conservés dans un but de réemploi ou de réutilisation
 - Mise en place des protections sur les ouvrages conservés et en dehors des travaux de curage intérieur.
 - Phase préparatoire avec curage d'éléments de mobilier et immobilier, d'éléments fixe et non fixe, de tablette d'étagère, équipements électrique, Plomberie, CVC, Mobiliers fixe ou non fixé, etc... présent sur le site.
 - Curage de cloisonnements, arasage des cloisons légères à la hauteur de la plinthe, dépose d'ouvrage de plâtrerie tel que les faux-plafonds, jouées, doublages, habillage etc....

- Intervention par phase du désamianteur afin de retirer l'ensemble des éléments présents et contenant de l'amiante sur le site
- Intervention du déplombeur afin de retirer le plomb sur les éléments plombés.
- Intervention du cureur, retirant l'ensemble des éléments restants, jusqu'à la structure du bâtiment
- Nettoyage et réception du bâtiment

4.3 Désamiantage

4.3.1 Plan de retrait

Pour toutes les opérations concernées par des interventions en sous-section 3, l'entreprise devra établir un plan de retrait qui devra être envoyé aux organismes de prévention au plus tard un mois avant le début des travaux :

- À l'Inspection du travail,
- À la CARSAT / CRAM,
- À l'OPPBTB (organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics),
- À la médecine du travail.

L'entreprise fournira la copie de l'accusé de réception au Maître d'œuvre (MOE) avant le début des travaux.

Préalablement à tout envoi aux organismes de prévention et au plus tard deux semaines avant cet envoi, le plan de retrait sera soumis pour avis à la MOE et au SPS.

Ce plan de retrait devra être conforme aux exigences de l'article R4412-133 du code du travail et préciser notamment :

- La nature et la durée probable des travaux,
- Le lieu où les travaux sont effectués,
- Les méthodes mises en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant,
- Les caractéristiques des équipements qui doivent être utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu des travaux ou à proximité,
- La fréquence et les modalités des contrôles effectués sur le chantier,
- La décharge vers laquelle les déchets seront évacués,
- Note de calcul des débits de ventilation,
- Le nom et la formation des personnels amenés à travailler sur le site,
- Et tous les éléments complémentaires demandés par le décret du 2 mai 2012.

Ce document n'est pas une autorisation de débuter les travaux, mais sans réponse des instances compétentes dans le délai d'un mois, les travaux peuvent démarrer.

4.3.2 Organisation des travaux de désamiantage

4.3.2.1 Installation de chantier – Protection de chantier spécifique au désamiantage

L'installation du chantier devra s'intégrer dans le cadre des dispositions prévues par le PGC et ses annexes.

Le titulaire devra la mise en place des installations complémentaires ne pouvant être mises à disposition au titre des installations courantes de chantier (les installations communes sont décrites à l'article 3 – Installation de chantier ci-avant).

Ainsi, le présent lot :

- Utilisera ses propres moyens de levage et de manutention, y compris toute sécurisation nécessaire (exemple : tunnel de passage sous échafaudage)
- Devra mettre en place ses propres installations de chantier (vestiaires, douches, etc.) et avoir éventuellement recours à des équipements mobiles extérieurs UMD, compris le système de filtration des eaux pollués.
- Devra s'assurer que les puissances électriques disponibles à proximité du chantier sont suffisantes pour la réalisation de ses travaux de désamiantage. Elle devra prévoir :
 - Le raccordement en eau et électricité compris comptage pour les installations spécifique de désamiantage.
 - La prise en charge des frais de raccordements, d'abonnement et de consommation
- Le cas échéant, elle devra prévoir dans son chiffrage la fourniture et mise œuvre d'une alimentation électrique autonome et adaptée à ses travaux.

L'entreprise assure toutes les protections temporaires nécessaires :

- À la sécurité des personnes,
- À l'interdiction d'accès des personnes étrangères au chantier,
- À la conservation de ses matériels et matériaux,
- Aux ouvrages qui lui sont confiés,
- Affichages règlementaires.

Le chantier de désamiantage doit être réalisés en garantissant l'absence d'intrusion dans la :

- Zone à risque,
- Zone de travail,
- Zone de chantier,
- Zone où sont disposés les matériels et dispositifs de maîtrise du confinement.

L'entreprise doit assurer la maintenance de ses protections jusqu'à la réception.

4.3.2.2 Zones de confinement

L'entreprise définira les zones et modes de confinement conformément à l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Dans sa méthodologie, l'entreprise devra décrire un mode d'installation des confinements le plus adapté aux travaux.

Nota : L'entreprise ne devra pas considérer que les menuiseries sont étanches à l'air lors de son confinement.

4.3.2.3 Moyens de levage

L'entreprise devra ses propres moyens de levage et de poste de travail en hauteur. L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler sur la façade conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra également mettre en place toutes installations de protection, de sauvegarde et de garantie que l'entreprise jugera nécessaire, ainsi que celles qui lui seront le cas échéant demandées par le Maître d'œuvre ou le S.P.S.

Les prestations à la charge de l'entreprise comprennent :

- L'amenée et le repli du matériel y compris les transports, les chargements, les déchargements et le stockage pour son matériel spécifique,

- La location et l'immobilisation du matériel pendant la durée d'intervention,
- La fourniture et mise en place de ses propres protections (confinement etc ...) liées directement aux travaux de désamiantage. Y compris la dépose.
- Le nettoyage avant l'arrivée du matériel,
- Le nettoyage avant ou pendant chaque démontage,
- Pour rappel, la mise en place et la dépose des confinements à la charge de l'entreprise du présent lot,
- Le nettoyage avant restitution de la zone de travail aux autres corps d'état,
- Toutes les protections conformes aux règlements de sécurité,
- La location supplémentaire du matériel due aux intempéries. Le décompte de ces intempéries est tenu à jour par l'entreprise et soumis à visa, en respect de la réglementation en vigueur, sur la base des informations de la station météorologique la plus proche.
- Signalisation réglementaire, comprenant interdiction d'accès au public.
- Les travaux seront réalisés en même temps qu'un autre chantier sur la même parcelle. L'entreprise sera tenue de prendre toutes les précautions nécessaires pour garantir un maximum de sécurité vis-à-vis des alentours.

Le Désamianteur devra toutes les démarches administratives à effectuer auprès des services municipaux et de voirie concernant les travaux du présent chapitre dont :

- Les adaptations consécutives à des observations du Coordinateur SPS, de l'Inspection du Travail ou toute autre autorité compétente.

4.3.3 Etanchéité provisoire du bâtiment – risque de chute

4.3.3.1 Etanchéité provisoire du bâtiment – risque de chute

En raison du phasage des travaux de rénovation, l'entreprise du présent lot doit l'étanchéité provisoire et la sécurisation du bâtiment, avant l'intervention des autres lots. La prestation comprendra notamment :

- La réalisation d'obturation des ouvertures de menuiseries déposées, en panneaux contreplaqués fixés sur ossature bois, compris contreventement par traverses et montants et toute sécurisation nécessaire.
- La réalisation d'une étanchéité provisoire de toiture et du clos couvert

Les protections devront être maintenues jusqu'au démarrage du chantier de rénovation

4.3.3.2 Etanchéité provisoire du bâtiment

L'entreprise doit le maintien de l'étanchéité du bâtiment pendant toute son intervention et après son départ. Celle-ci doit être réalisée par confinement du type film thermo-rétractable en sous-section 4. Elle doit être suffisamment solide pour résister aux conditions extérieures pendant la période de sa mise en place.

Une attention particulière sera demandée à l'entreprise pour les jonctions, arrêts, points singuliers, etc ...

L'entreprise du présent lot doit veiller à l'évacuation des eaux pluviales, y compris dévoiement provisoire si nécessaire.

La prestation comprend notamment :

- Balisage et protection des ouvrages attenants,
- Les travaux préparatoires, y compris nettoyage de la zone par aspiration THE,
- Fourniture et découpe du film, pour adaptation à la configuration,
- Fixation et réalisation de l'étanchéité par tous les moyens appropriés,
- Utilisation d'un film d'épaisseur suffisant pour résister aux sollicitations climatiques,

- Y compris tous détails de mise en œuvre et toutes sujétions particulières à la bonne réalisation de l'ouvrage.

NOTA : L'entreprise est responsable de l'étanchéité du bâtiment et devra toutes les reprises nécessaires en cas de défaut .

Localisation : Batiment Bourgelat

4.3.4 Travaux de curage préalable

Préalablement à ses travaux de désamiantage, l'entreprise devra le curage de certains éléments afin de faciliter les travaux. Ces travaux seront réalisés par, et à la charge de l'entreprise.

Dépose en sous-section 4 et évacuation du mobilier fixés au sol, mur ou plafond

4.3.5 Dépose d'étanchéité amiantée (Pare vapeur)

Les travaux de dépose d'étanchéité amiantée peuvent engendrer des niveaux d'empoussièrement importants, selon les techniques et configurations rencontrées. L'entreprise de désamiantage réalisera une évaluation des risques permettant de limiter au maximum l'émission de fibres d'amiante.

La prestation comprend :

- Retrait de l'ensemble du complexe d'étanchéité par les opérateurs équipés de leurs équipements de protection Amiante
- Le nettoyage de l'ensemble des surfaces;
- Evacuation des déchets,
- Conditionnement des déchets pour évacuation selon la réglementation, puis stockage temporaire de ceux-ci sur l'aire de stockage prévue à cet effet.

Localisation : Toiture terrasse de l'édicule

4.3.6 Retrait des plinthes carrelées avec colle amiantée

Les travaux de dépose plinthes carrelées peuvent engendrer des niveaux d'empoussièrement importants, selon les techniques et configurations rencontrées. L'entreprise de désamiantage réalisera une évaluation des risques permettant de limiter au maximum l'émission de fibres d'amiante.

La prestation comprend :

- Le retrait des carreaux de faïence (plinthes) et de la colle amiantée jusqu'au support par les opérateurs équipés de leurs équipements de protection Amiante ;
- Le nettoyage de l'ensemble des surfaces;
- Evacuation des déchets ;
- Conditionnement des déchets pour évacuation comme déchet amianté selon la réglementation, puis stockage temporaire de ceux-ci sur l'aire de stockage prévue à cet effet.

Localisation : Selon plans de repérage

4.3.7 Retrait des revêtements de sol, colle et ragréage des sols

Les travaux de retrait des dalles plastique, colle et ragréage amiantés peuvent engendrer des niveaux d'empoussièrement importants, selon les techniques et configurations rencontrées. L'entreprise de désamiantage réalisera une évaluation des risques permettant de limiter au maximum l'émission de fibres d'amiante.

La prestation comprend :

- Le retrait des dalles et de la colle amiantée jusqu'au support (y compris dans le cas de plusieurs couches de sols) par les opérateurs équipés de leurs équipements de protection Amiante ;
- Le nettoyage de l'ensemble des surfaces ;
- Evacuation des déchets,
- Conditionnement des déchets pour évacuation comme déchet amianté selon la réglementation, puis stockage temporaire de ceux-ci sur l'aire de stockage prévue à cet effet.

Localisation : Selon plans de repérage

4.3.8 Retrait des plaques en fibrociment

Les travaux de dépose des plaques fibrociments peuvent engendrer des niveaux d'empoussièrement importants, selon les techniques et configurations rencontrées. L'entreprise de désamiantage réalisera une évaluation des risques permettant de limiter au maximum l'émission de fibres d'amiante.

La prestation comprend :

- Retrait des plaques fibrociments par les opérateurs équipés de leurs équipements de protection Amiante
- Le nettoyage de l'ensemble des surfaces;
- Evacuation des déchets,
- Conditionnement des déchets pour évacuation selon la réglementation, puis stockage temporaire de ceux-ci sur l'aire de stockage prévue à cet effet.

Localisation : Selon plans de repérage

4.3.9 Retrait des menuiseries extérieures avec mastic vitrier amianté

Les travaux de retrait des menuiseries avec mastic vitrier amianté peuvent engendrer des niveaux d'empoussièrement importants, selon les techniques et configurations rencontrées. L'entreprise de désamiantage réalisera une évaluation des risques permettant de limiter au maximum l'émission de fibres d'amiante.

La prestation comprend :

- Le retrait par dégonflage des ouvrants avec mastic vitrier amianté par les opérateurs équipés de leurs équipements de protection Amiante ;
- Le retrait par découpe à la scie sabre des châssis fixes avec mastic vitrier amianté par les opérateurs équipés de leurs équipements de protection Amiante ;
- Le nettoyage de l'ensemble des surfaces;
- Evacuation des déchets,
- Conditionnement des déchets pour évacuation comme déchet amianté selon la réglementation, puis stockage temporaire de ceux-ci sur l'aire de stockage prévue à cet effet.

Localisation : Selon plans de repérage

4.3.10 Retrait des menuiseries extérieures avec joint de structure amianté

Les travaux de retrait des menuiseries avec joint de structure amianté peuvent engendrer des niveaux d'empoussièrement importants, selon les techniques et configurations rencontrées. L'entreprise de désamiantage réalisera une évaluation des risques permettant de limiter au maximum l'émission de fibres d'amiante.

La prestation comprend :

- Le retrait par dégondage des ouvrants
- La dépose complètes du cadre avec joint de structure amianté par les opérateurs équipés de leurs équipements de protection Amiante ;
- Le nettoyage de l'ensemble des surfaces;
- Evacuation des déchets,
- Conditionnement des déchets pour évacuation comme déchet amianté selon la réglementation, puis stockage temporaire de ceux-ci sur l'aire de stockage prévue à cet effet.

Localisation : Selon plans de repérage

4.3.11 Mesures d'empoussièrement

Il sera exécuté à la charge de l'entreprise, et par un organisme agréé, des contrôles de la concentration en poussière d'amiante conformément au guide d'application NFX 46-033.

L'entreprise devra également transmettre de façon hebdomadaire à la Maitrise d'œuvre les PV d'analyses des mesures d'empoussièrement ainsi qu'un récapitulatif des mesures au format Excel.

Les mesures, fin de chantier avant la réoccupation des locaux par d'autres corps d'état sont à la charge de l'entreprise.

Les mesures de restitution 2 avant la réoccupation des locaux par les usagers sont à la charge de l'entreprise.

4.3.12 Constats visuels

Conformément à l'Article R1334-29-3 du Code de la Santé publique, il sera exécuté des contrôles visuels missionnés par la MOA à l'issue des travaux de désamiantage conformément à la Norme NFX 46-021.

L'entreprise en charge des travaux devra prévoir la gestion de ces contrôles visuels le phasage de ceux-ci avec la réalisation de ses travaux.

4.3.13 Gestion des déchets

La zone de stockage devra être constitués de containers hermétiques et cadenassés. L'entreprise du définira, avec le maître d'ouvrage, l'implantation de la zone de stockage sur le site.

L'entreprise aura à sa charge la demande d'occupation du domaine public si nécessaire auprès de la mairie. D'éventuels frais demandés par la ville seront à la charge de l'entreprise.

Les déchets amiantés devront être évacués systématiquement lorsque la quantité correspondant à un transport sera atteinte.

Le "Bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante" devra être établi et suivi par l'entreprise.

Les Fiches d'Identification des Déchets et les Certificats d'Acceptation Préalable des déchets devront être envoyer préalablement à la MOE pour avis.

Le poste comprend :

- La gestion administrative des déchets
- La gestion de la zone déchets
- L'évacuation des déchets en installation de stockage adaptée

4.3.14 Rapport de Fin d'Intervention – RFI

L'ensemble de bordereaux, les attestations d'élimination des déchets, le tableau récapitulatif de traitement des déchets seront restitués au Maître de l'ouvrage par courrier recommandé avec AR à la fin du projet (avec copie au Maître d'œuvre). Cette obligation sera une des conditions de réception du projet.

Fourniture du Rapport Final d'Intervention (RFI) pour les opérations de désamiantage, en fin d'opération.

Le RFI comprend :

- Le plan de retrait amiante et les éventuels additifs,
- Le journal de chantier,
- Le recueil des PV et analyses, consignations, etc...,
- Les CAP des déchets,
- Les BSDA et BSDI des différents déchets,
- Les certificats d'élimination des déchets,
- Le PV de réception et les levées de réserves,
- Un plan faisant apparaître les MCA retirés, encapsulés ou non retirés,
- Les résultats d'analyses d'air avant, pendant et après travaux avec certification COFRAC.

4.4 Déplombage

4.4.1 Installation de chantier – Protection de chantier spécifique au déplombage

L'installation du chantier devra s'intégrer dans le cadre des dispositions prévues par le PGC et ses annexes.

Le titulaire devra la mise en place des installations complémentaires ne pouvant être mises à disposition au titre des installations courantes de chantier (les installations communes sont décrites au **chapitre 3 – Installation de chantier**). Ainsi, le présent lot :

- Utilisera ses propres moyens de levage et de manutention, y compris toute sécurisation nécessaire
- Devra mettre en place ses propres installations de chantier pour l'intervention au droit des éléments plombé.
- Devra s'assurer que les puissances électriques disponibles à proximité du chantier et mis en place dans le cadre du chapitre 3 « installation de chantier » sont suffisantes pour la réalisation de ses travaux de retrait de déplombage. Elle devra prévoir :
 - D'effectuer toutes les démarches auprès des concessionnaires,
 - La prise en charge des frais de raccordements, d'abonnement et de consommation

Le cas échéant, elle devra prévoir dans son chiffrage la fourniture et mise œuvre d'une alimentation électrique autonome et adaptée à ses travaux.

L'entreprise assure toutes les protections temporaires nécessaires :

- À la sécurité des personnes,
- À l'interdiction d'accès des personnes étrangères au chantier,
- À la conservation de ses matériels et matériaux,
- Aux ouvrages qui lui sont confiés,
- Affichages règlementaires.

Le chantier de déplombage doit être réalisés en garantissant l'absence d'intrusion dans la :

- Zone à risque,
- Zone de travail,

- Zone de chantier,
- Zone où sont disposés les matériels et dispositifs de maîtrise du confinement.

L'entreprise doit assurer la maintenance de ses protections jusqu'à la réception.

4.4.2 Mode opératoire

Au cours de la préparation des travaux, l'entreprise identifiera l'ensemble des éléments à déposer.

L'entreprise consignera dans un document les modes opératoires de retrait du plomb choisis et les motivations de ces choix en fonction des caractéristiques du site, et notamment :

- Les équipements de protection collective et outils utilisés ;
- Les équipements de protection individuelle pour les intervenants (masques, gants, combinaisons, ...)
- Les dispositifs prévus pour la santé, la sécurité et l'hygiène des intervenants (informations du CHSCT, des risques liés au plomb, d'une surveillance médicale, d'une formation...) ;
- L'évaluation des risques particuliers pour chaque intervention ;
- Prélèvement par lingettes avant et après l'intervention afin d'évaluer la qualité du nettoyage des résidus ;
- La méthodologie utilisée (Décapage chimique, mécanique...) ;
- La méthodologie d'élimination des déchets.

4.4.3 Contrôle d'empoussièrement

En vue d'effectuer une comparaison avec le test d'empoussièrement surfacique final, un test initial de même nature sera effectué avant le début des travaux

4.4.4 Confinement et protections de la zone d'intervention

Les zones d'interventions seront confinées pour protéger les autres zones de travaux des poussières de plomb.

Afin de faciliter le nettoyage en fin de chantier, le sol sera également recouvert d'un film polyane. L'entreprise devra également prévoir l'ensemble des compléments d'équipements nécessaire suivant la réglementation en vigueur.

4.4.5 Travaux de retrait de revêtement contenant du plomb

Sur les ouvrages non déposés, les peintures, etc. contenant du plomb seront à déposer suivant la méthodologie détaillée définie par l'Entreprise dans le plan de prévention.

Compris mise en place d'un échafaudage adapté à la hauteur du bâtiment et évacuation vers les centres de traitement spécialisés.

Sont indiquées ci-après les mesures de prévention généralement préconisées particulières à la technique choisie. Il conviendra d'y associer également les mesures particulières adaptées aux caractéristiques du chantier concerné en fonction de l'analyse des risques réalisée.

Techniques de traitement :

4.4.5.1 Retrait du revêtement par : grattage/ ponçage mécanique/ piochage

Mesures de prévention collective

Avant les travaux

- Réalisation d'un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol en début de travaux, afin de pouvoir les comparer avec ceux du contrôle réalisé en fin de chantier
- Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur (si besoin à l'aide d'un film plastique étanche épaisseur 200 µm). Doubler le film plastique sur les sols difficiles à décontaminer, recouvrir hermétiquement les meubles non déplaçables.
- Créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée.

Pendant les travaux

- Réduire le taux d'empoussièrement dans la zone de travail, en utilisant par exemple une ou plusieurs des mesures suivantes :
 - Aspiration des poussières au niveau de l'outil (ex: ponçage mécanique) à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité (captage à la source de production ou au plus près),
 - Pour le grattage et le piochage, brumisation des supports à traiter au fur et à mesure de l'avancement des travaux, Dans le cas où le taux d'empoussièrement ne peut être réduit suffisamment par les mesures précédentes, mise en œuvre d'un extracteur avec filtre très haute efficacité et avec rejet de l'air à l'extérieur (prévoir des entrées d'air de compensation)
 - Assurer un nettoyage régulier de la zone de travail par aspiration des sols et des parties poncées à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité (annexe C); proscrire le balayage.
 - Ramasser régulièrement les déchets (écailles de peinture, poussières de ponçage, gravats de piochage...), si possible en les humidifiant ; les conditionner dans des sacs.
 - Evacuer les sacs de déchets par le sas après dépollution par aspiration et par essuyage avec un chiffon humide ; stocker ces sacs dans un local inaccessible au public.

Après les travaux

- Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité ; proscrire le balayage.
- Après un délai permettant aux poussières de se déposer, retirer l'isolement de zone et les films de protection.
- Réaliser un nettoyage final par aspiration et/ou un essuyage à l'humide.
- Réalisation du contrôle d'empoussièrement surfacique au sol

Mesure de protection individuelle

- Protections auditives si piochage mécanique.
- Protection respiratoire généralement préconisée : casque à ventilation assistée TH3 avec filtre P (le confort apporté par la ventilation assistée assure le port effectif de la protection respiratoire).
- Gants de protection contre les risques mécaniques, et lavables
- Combinaison jetable type 5 (ou 4 si brumisation) avec capuche
- Articles chaussants de sécurité

4.4.5.2 Dépose des peintures

La prestation comprend :

- La mise en place des protections nécessaire
- La fourniture des Equipements de Protections Individuels pour les équipes.
- La dépose et la manutention sous process plomb des ouvrages
- L'évacuation des déchets en filières spécifiques

Nota : L'entreprise devra présenter son mode opératoire, et soumis à validation au SPS, Bureau de Contrôle ainsi qu'à la maîtrise d'œuvre.

Localisation : Selon diag plomb

4.4.5.3 Décapage thermique

Cette technique impose un grattage préalable des peintures s'écaillant, ce qui engendre une émission de poussières.

Le produit sous forme de gel est appliqué à la brosse et recouvert par un film en polyéthylène pour éviter son dessèchement le temps qu'il dissolve les peintures. Ce film limite l'accessibilité au décapant pendant la phase d'imprégnation et limite la dispersion des déchets sur le sol. Les opérations de nettoyage en sont ainsi facilitées. La pâte (peinture et gel) ainsi formée est enlevée à l'aide d'un grattoir.

Après la mise à nu du fond, un rinçage est nécessaire, soit par de l'eau, soit par un produit chimique neutralisant correspondant. Les eaux de rinçage nécessitent une collecte avec rejet.

Un traitement en bains dans un atelier spécialisé doit être systématiquement envisagé pour les éléments démontables

Mesures de prévention collective

Avant les travaux

- Réalisation d'un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol en début de travaux, afin de pouvoir les comparer avec ceux du contrôle réalisé en fin de chantier.
- Etudier les fiches de données de sécurité et vérifier le conditionnement et l'étiquetage des produits.
- Séparer la zone de travaux de décapage du reste du chantier pour éviter tout contact avec les produits par des personnes non protégées.
- Poser un film plastique sur les sols difficiles à décontaminer, recouvrir hermétiquement les meubles non déplaçables.
- Créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée.
- Si la douche d'hygiène n'est pas à proximité immédiate de la zone de travail, installer une douchette de secours, autonome ou sous pression du réseau, permettant d'intervenir immédiatement en cas de contact des produits chimiques.

Pendant les travaux

- Proscrire le transvasement des produits dans des récipients non prévus à cette effet ou non étiquetés correctement.
- Pour supprimer les projections, appliquer le produit avec une brosse ; proscrire l'application au rouleau.
- Ramasser régulièrement les déchets, les conditionner dans des sacs étanches et résistants aux produits concernés.
- Evacuer les sacs de déchets par le sas après dépollution par essuyage avec un chiffon humide; stocker ces sacs dans un local inaccessible au public.
- Stocker les produits chimiques dans un local inaccessible au public et aéré.
- Recueillir les eaux de rinçage pour traitement ultérieur par une entreprise spécialisée.

Après les travaux

- Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès

Mesures de protection individuelle

- Protection respiratoire généralement préconisée : casque à ventilation assistée TH3 avec filtre P (le confort apporté par la ventilation assistée assure le port effectif de la protection respiratoire)..
- Ecran facial si la protection respiratoire ne protège pas complètement le visage.
- Gants à manchettes résistants aux produits caustiques (en néoprène ou en vinyle):
 - Surveiller l'état des gants, en particulier les éventuelles coupures ou dégradation de leur surface : en cas de dommage ou de doute, les remplacer,
 - Laver les gants avec de l'eau propre avant de les retirer.
- Combinaison jetable type 6 avec capuche (annexe D)
- Articles chaussants de sécurité.

4.4.5.4 Décapage chimique par produit caustique

Ce procédé est adapté aux supports non friables (en bois par exemple).

L'efficacité de cette méthode dépend du soin apporté aux travaux et au matériau support à traiter. Un traitement en bains dans un atelier spécialisé doit être systématiquement envisagé pour les éléments démontables.

La technique consiste à souffler de l'air chaud ayant une température inférieure à 450°C. Les peintures chauffées se ramollissent et peuvent donc être enlevées par grattage. Si la température de 450°C est dépassée, des fumées toxiques sont émises.

Les copeaux de peintures, une fois durcis, génèrent des poussières très fines lorsqu'ils sont brisés. On veillera particulièrement à ne pas intervenir près des gaines électriques (risque de les faire fondre), des vitres (risque de chocs thermiques) et de matériaux inflammables

Mesures de prévention collective

Avant les travaux

- Réalisation d'un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol en début de travaux, afin de pouvoir les comparer avec ceux du contrôle réalisé en fin de chantier.
- En fonction du type d'établissement, demander un permis de feu.
- Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur.
- Recouvrir hermétiquement les meubles non déplaçables.
- Créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée (annexe B).
- Protéger les sols inflammables ou difficiles à décontaminer par un matériau difficilement inflammable (bâche coton par exemple).
- Protéger les parois difficiles à décontaminer (moquettes, crépis...).
- Mettre des extincteurs à dispositions dans la zone de travail (les salariés seront préalablement formés à leur utilisation).

Pendant les travaux

- Utiliser un décapeur à air chaud (température < 450°C).
- Proscrire le décapage au chalumeau (brûlage).
- Aspirer les copeaux au fur et à mesure de leur production à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité (annexe C) ; proscrire le balayage.

- Evacuer les sacs de déchets par le sas après dépollution par aspiration et par essuyage avec un chiffon humide
- Stocker ces sacs dans un local inaccessible au public

Après les travaux

- Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité ; proscrire le balayage.
- Déposer l'isolement de zone et les films de protection.
- Réaliser un nettoyage final par aspiration et/ou un essuyage à l'humide.
- Indiquer au maître d'ouvrage le moment opportun pour la réalisation du contrôle d'empoussièrement surfacique sur le sol

Mesures de protection individuelle

- Protection respiratoire généralement préconisée : casque à ventilation assistée TH3 avec filtre A2P (le confort apporté par la ventilation assistée assure le port effectif de la protection respiratoire).
- Gants lavables résistants à la chaleur.
- Combinaison en coton contre le risque chaleur

4.4.5.5 Retrait par sablage

Cette technique est plus particulièrement adaptée au décapage des surfaces métalliques en milieu confinable.

Un traitement en bains dans un atelier spécialisé devra être systématiquement envisagé pour les éléments démontables.

Mesures de prévention collective

Avant les travaux

- Réalisation d'un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol en début de travaux, afin de pouvoir les comparer avec ceux du contrôle réalisé en fin de chantier.
- Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur (si besoin à l'aide d'un film plastique étanche épaisseur 200 µm).
- Doubler le film plastique sur les sols difficiles à décontaminer, recouvrir hermétiquement les meubles non déplaçables
- Créer un SAS permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée.

Pendant les travaux

- Mettre en œuvre un extracteur avec filtre à très haute efficacité et rejet de l'air à l'extérieur (prévoir des entrées d'air de compression).
- Assurer un nettoyage régulier de la zone de travail par aspiration à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité ; proscrire le balayage.
- Proscrire le soufflage d'air comprimé.
- Ramasser régulièrement les déchets, les conditionner dans des sacs (poids à limiter à 25kg si manutention manuelle)
- Evacuer les sacs de déchets par le SAS après dépollution par aspiration et par essuyage avec un chiffon humide ; stocker ces sacs dans un local inaccessible au public.

Après les travaux

- Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité ; proscrire le balayage.

- Après un délai permettant aux poussières de se déposer, retirer l'isolement de zone et les films de protection.
- Réaliser un nettoyage final par aspiration et/ou un essuyage à l'humide.
- Indiquer au maître d'ouvrage le moment opportun pour la réalisation du contrôle d'empoussièrement surfacique sur le sol.
- Ne pas réutiliser le sable pollué sur un autre chantier.

Mesures de protection individuelle

- Protections auditives
- Protection respiratoire généralement préconisée : casque de sablage à adduction d'air.
- Gants à manchettes résistants aux coupures
- Combinaison adaptée au sablage
- Articles chaussants de sécurité.

4.4.6 Travaux de dépose d'éléments plombés

Les ouvrages déposés telle que cloisons, doublage, etc. revêtus de peinture contenant du plomb feront l'objet d'une dépose en respectant les principes suivants :

- Réduire les taux d'empoussièrement dans la zone de travail
- Ramasser et évacuer les déchets au fur et mesure de leur production.
- Ne jamais faire brûler du bois revêtu de peinture au plomb.

Compris évacuation vers les centres de traitement spécialisés.

Mesure de prévention collective

Avant les travaux

- Réalisation d'un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol en début de travaux, afin de pouvoir les comparer avec ceux du contrôle réalisé en fin de chantier.
- Neutraliser ou protéger tous les réseaux pouvant présenter des risques.
- Mettre en place des moyens d'évacuation des gravats limitant la pollution à l'extérieur de la zone de travail.
- Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur (si besoin à l'aide d'un film plastique étanche épaisseur 200 µm). Doubler le film plastique sur les sols difficiles à décontaminer, recouvrir hermétiquement les meubles non déplaçables.
- Créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée.
- Protéger avec des matériaux résistants les sols difficiles à décontaminer.

Pendant les travaux :

- Réduire le taux d'empoussièrement dans la zone de travail :
 - Brumiser les supports à traiter et l'atmosphère au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
 - Dans le cas où le taux d'empoussièrement ne peut être réduit suffisamment par les mesures précédentes, mise en œuvre d'un extracteur avec filtre très haute efficacité et avec rejet de l'air à l'extérieur (prévoir des entrées d'air de compensation)
- Ramasser et évacuer les déchets au fur et à mesure de leur production
- Ne jamais faire brûler du bois revêtu de peinture au plomb.

Après les travaux

- Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité ; proscrire le balayage.
- Après un délai permettant aux poussières de se déposer, retirer l'isolement de zone et les films de protection.
- Réaliser un nettoyage final par aspiration et/ou un essuyage à l'humide.
- Réalisation du contrôle d'empoussièrement surfacique au sol

Mesure de protection individuelle

- Protection respiratoire généralement préconisée : casque à ventilation assistée TH3 avec filtre P (le confort apporté par la ventilation assistée assure le port effectif de la protection respiratoire).
- Gants de manutention
- Combinaison jetable type 5 (ou 4 si brumisation) avec capuche
- Si utilisation de vêtements de travail non jetables, dépoussiérage fréquent par aspiration.
- Articles chaussants de sécurité

4.4.6.1 Dépose des conduits et des paillasses

La prestation comprend :

- La mise en place des protections nécessaire
- La fourniture des Equipements de Protections Individuels pour les équipes.
- La dépose et la manutention sous process plomb des ouvrages
- L'évacuation des déchets en filières spécifiques

Nota : L'entreprise devra présenter son mode opératoire, et soumis à validation au SPS, Bureau de Contrôle ainsi qu'à la maîtrise d'œuvre.

Localisation : Selon diag plomb

4.4.7 Garantie de résultats, restitution des locaux

Après les travaux de dépose des revêtements achevés, il sera effectué un contrôle d'empoussièrement surfacique sur le sol. Les résultats seront comparés à ceux du contrôle préalable aux travaux.

En cas de résultat négatif (taux d'empoussièrement supérieur après nettoyage du chantier qu'avant le chantier), l'Entreprise titulaire du présent lot devra procéder à ses frais à une reprise des travaux et/ou au nettoyage du local et à un nouveau contrôle, et ce autant de fois que nécessaire jusqu'à l'obtention d'un résultat positif. Le cas échéant, la maîtrise d'œuvre se réserve le droit de missionner une entreprise de nettoyage extérieure pour réaliser la prestation, aux frais de l'entreprise titulaire du présent lot.

4.4.8 Nettoyage des locaux

Réalisation d'un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité (balayage proscrit).

4.4.9 Elimination des déchets

La nature des déchets doit être identifiée par l'entreprise pour déterminer la catégorie de déchets et leur filière d'élimination. (Secs de type écailles, poussières, sac d'aspirateur / déchets contaminés / démolition (radiateurs, tuyauteries.../ ...)

Si nécessaire, l'entreprise doit réaliser des tests de percolation ou lixiviation pour déterminer la teneur en plomb et donc la filière d'élimination.

Les déchets doivent être conditionnés et les stocker dans un local fermé et protégé servant de zone tampon. Puis procéder à l'évacuation définitive vers des centres de valorisation ou de stockage adaptés

Enfin, l'entreprise doit réaliser des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD), le cas échéant.

5 DESCRIPTION DES OUVRAGES DE CURAGE

L'entreprise effectuera avant tout commencement de travaux sur le site et dans les délais légaux, une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) auprès de tous les organismes concessionnaires et services intéressés ou apparentés. Il fournira une copie des réponses obtenues lors de l'ouverture de chantier au Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur devra faire son affaire de l'obtention de toutes les autorisations administratives ou déclarations nécessaires au déroulement de ses travaux et à l'ouverture du chantier.

5.1 Conditions d'exécution

5.1.1 Connaissance des lieux

L'Entrepreneur déclare avoir visité le site avant d'établir son offre et s'être rendu compte par lui-même de toutes les difficultés et sujétions inhérentes à l'ampleur de l'opération, à la nature et à l'état des constructions existantes.

L'Entrepreneur est réputé posséder une parfaite connaissance des lieux, pour les avoir visités, examinés, mesurés, sondés, étudiés antérieurement à la signature de son marché.

L'Entrepreneur déclare également avoir recueilli tous les renseignements utiles sur l'accès, sur les conditions d'enlèvement des gravois et des terres, sur les distances de rotation des véhicules ainsi que sur les conditions de travail sur le terrain et à l'intérieur des bâtiments existants.

La proposition de l'Entrepreneur sera donc faite en toute connaissance de cause.

L'Entreprise devra confirmer que les éléments identifiés à curer suivant les plans de curage Architecte seront non structurels et que la solidarité d'autres ouvrages conservés n'est pas impactée.

Il ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un manque de renseignement quelconque concernant le site environnant et sa constitution, l'état des constructions, parties de terrains etc., voisines et limitrophes au terrain sur lequel il doit intervenir, et également en ce qui concerne la nature et la consistance des ouvrages à démolir, ainsi que tous les réseaux et collecteurs d'assainissements etc.

L'Entrepreneur sera tenu personnellement responsable des accidents de quelque nature que ce soit qui pourraient résulter, tant d'un défaut de soin ou de prévoyance dans l'exécution des travaux, que de l'état de vétusté ou de vices de construction des ouvrages existants.

En tout état de cause, l'Entrepreneur restera responsable des désordres, dégradations, destructions qui pourraient être occasionnées aux ouvrages voisins du fait de ses travaux et procédera à leur remise en état à ses frais uniquement.

Tous litiges qui pourraient subsister seront, en dernier recours, réglés par expertises judiciaires, s'il en était besoin.

L'Entrepreneur devra s'entourer de toutes les garanties possibles et prendre toutes dispositions nécessaires avant son intervention, et faire établir tous constats et relevés, suivant les nécessités, à ses frais et suivant les directives de la maîtrise d'œuvre.

Il devra accepter les constructions et éléments à démolir dans l'état où ils se trouvent.

5.1.2 Caractère forfaitaire des offres

Les travaux font l'objet d'un marché traité à prix global forfaitaire.

Les précisions données dans la suite du C.C.T.P. sur la nature des travaux ne sont fournies qu'à titre indicatif.

Aucune modification de prix ne sera acceptée sous prétexte de différence entre les indications données et la nature réelle des travaux à exécuter.

En conséquence, il ne pourra jamais être alloué de supplément quelconque pour sujétions nécessaires, mais non explicitement exprimées dans les documents d'appel d'offres, ou autres documents contractuels. Aucune réclamation ne sera acceptée en cours d'exécution et aucun supplément de prix ne sera octroyé.

Les renseignements fournis dans les documents d'appel d'offres, portant sur l'importance, le nombre, les dimensions, les emplacements des divers ouvrages, n'ayant pas de caractère limitatif, le soumissionnaire devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de son lot.

5.1.3 Conditions d'exécution, sujétions

L'Entrepreneur est réputé connaître parfaitement les lieux, leur situation, leur configuration, et leur état, ainsi que la nature des ouvrages existants à démolir.

De ce fait, le prix soumissionné comprend implicitement toutes les sujétions, difficultés, inhérentes aux travaux, telles que :

- Protections sur voies, sur parcelles mitoyennes et des constructions mitoyennes,
- Étaielements,
- Butonnages,
- Échafaudages, platelages et planchers de travail,
- Écrans de protection maintenus le long des bâtiments afin de canaliser les matériaux au droit des zones de travail,
- Protection des ouvrages conservés suivant indications sur plans de curage Architectes.

D'une manière générale il sera demandé une grande vigilance lors des travaux de dépose afin de limiter les reprises et les réfections, celles-ci restant en tout état de cause à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra procéder de telle sorte que la stabilité des ouvrages existants conservés et ouvrages mitoyens ne soit en aucun cas mis en cause. Il fera son affaire de tous les renforcements nécessaires.

Sont à prévoir toutes déposes nécessaires à la réalisation du projet suivant indication de principe des plans architectes.

Nota : l'entreprise devra la conservation de la caméra de surveillance en façade Nord ainsi que le Coffret électrique en façade Est cote carrière

5.1.4 Branchements divers

Avant l'exécution des travaux de curage, la Maîtrise d'Ouvrage aura réalisé la déconnection de l'ensemble des réseaux à curer.

L'entreprise devra en tout état de cause la vérification et/ou la réalisation de la consignation des réseaux alimentant le bâtiment.

L'Entreprise devra dans le cadre de son forfait la dépose soignée de toutes les installations et matériels techniques solidaires des ouvrages à curer, hors **éclairage public qui sera déposé par les services techniques de Mairie.**

En tout état de cause, l'Entrepreneur restera seul responsable des dégradations et dégâts que ses travaux occasionneront, et il devra reprendre ceux-ci, à ses frais exclusifs, quelle que soit leur importance et le nombre d'entreprises intervenant pour effectuer ces éventuelles réparations.

5.2 Travaux de curage

Les travaux comprennent les déposes et démolitions d'ouvrages devenus inutiles, ou gênant pour les nouveaux travaux. Ils impliquent le tri-sélectif et l'enlèvement en décharge des gravois et déchets, ainsi que le nettoyage des locaux.

La liste qui suit ne prétend pas recenser tous les cas de figure et donc celle-ci est non exhaustive, mais doit permettre à l'entrepreneur de chiffrer forfaitairement au mieux ce type de travaux.

5.2.1 Protection des ouvrages conservés

L'Entrepreneur devra les protections éléments intérieurs et extérieurs conservés pendant toute la durée des travaux présent lot et ce jusqu'à l'intervention des travaux de rénovation.

Elle devra notamment :

- La conservation de l'escalier métallique extérieure.
- La conservation de l'échelle d'accès en toiture terrasse.

La nature de ces protections sera soumise au Maître d'œuvre pour avis.

Localisation : suivant plans de curage Architecte.

5.2.2 Dépose des étanchéités

L'entreprise devra la dépose du complexe d'étanchéité, comprenant :

- Les revêtements d'étanchéités, compris isolation, pare-vapeur, etc
- Les relevés, joint de dilatations
- Les entrées EP et TP
- Les lanterneaux
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces déposes.
- La mise en place de protections collectives (type garde-corps) au droit des trémies mises à nues.

Cette liste n'étant pas exhaustive

Localisation : Toiture du bâtiment et édicule

5.2.3 Dépose des portes et menuiseries extérieurs

L'entreprise devra la dépose des menuiseries extérieures non amiantées, comprenant :

- Les portes d'accès depuis l'extérieures
- Les menuiseries extérieures non amiantées
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces déposes.
- La mise en place de protections collectives (type garde-corps) au droit des trémies mises à nues.

Cette liste n'étant pas exhaustive

Localisation : bâtiment Bourgelat

5.2.4 Dépose de faux plafond

Démolitions des plafonds (en plâtre, fibre, métallique) comprenant :

- la dépose sans conservation du plafond et toutes les sujétions de jouées plâtres et retombées de plafond,
- la dépose de l'isolant si existant,
- compris ossatures, suspentes, cornières et descellement des systèmes de fixation,
- la descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces déposes,
- et toutes les manutentions nécessaires.

Cette liste n'étant pas exhaustive.

Localisation : Suivant plans de curage Architecte

5.2.5 Dépose des ouvrages menuisés

Démolitions des ouvrages menuisés comprenant :

- La dépose des blocs portes dans murs porteurs et cloisons démolis, des coffres et gaines menuisés, des moulures, des trappes, des placards menuisés, des étagères, etc... sans endommager le support.
- Le descellement des pattes ou des moyens de fixations.
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultants de ces déposes.
- Toutes les manutentions nécessaires.

Localisation : Suivant plans de curages Architecte

5.2.6 Dépose de sols souples

La dépose en démolition des sols souples (hors zones déposées lors du désamiantage) comprendra :

- La dépose des sols souples.
- La démolition de la forme de pose et mise à nu de la structure porteuse, soit la dépose de tous les fonds de chape et/ou recharge existants. Il devra livrer un support compatible avec la réalisation d'une chape ou ragréage.
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces déposes.

Localisation : Suivant plans de curage Architecte

5.2.7 Dépose de sols durs

La dépose en démolition des sols carrelage, comprendra :

- La dépose des carreaux compris plinthe.
- La démolition de la forme de pose et mise à nu de la structure porteuse, soit la dépose de tous les fonds de chape et/ou recharge existants. Il devra livrer un support compatible avec la réalisation d'une chape ou ragréage.
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces déposes.

Localisation : Suivant plans de curage Architecte

5.2.8 Dépose de faïence

Après démolition des cloisons, dépose des faïences murales existantes comprenant :

- Piochement des faïences dans les murs conservés.
- Grattage des colles, éraflures et résidus pour mettre à disposition un support sain pour le revêtement mural (faïence) ou peinture.
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces démolitions.

Localisation : Suivant plans de curage Architecte

5.2.9 Dépose de cloisons et murs non porteurs et doublage

Dépose en démolition des cloisons de distribution existantes et murs maçonnés non porteurs et non conservés, comprenant :

- Le plan de repérage des cloisons et murs maçonnés existants à démolir.
- La dépose des doublages en brique plâtrière
- La dépose du gradinage de la salle Amphi
- Les protections au droit des parties conservées (murs de façades).
- La dépose des cloisons pleines.
- La dépose sans conservations des ouvrages intégrés dans les cloisons démolies tels que portes, huisseries bois et métalliques, plinthes, grilles, quincaillerie des portes, placards, etc...
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces déposes.
- La mise en place de protections collectives (type garde-corps) au droit des trémies mises à nues.

Cette liste n'étant pas exhaustive.

Localisation : Suivant plans curage Architecte

5.2.10 Dépose des ouvrages divers

Dépose des ouvrages existants non compris et en complément dans les articles précédents y compris évacuations et toutes sujétions d'exécution notamment descellements, dépose de fixation et ossature, etc.

- Plinthes
- Mains courantes des escaliers
- Plans de travail et plan vasques
- Signalétique intérieure et extérieure (**à l'exception de la plaque commémorative dans le hall qui sera déposée soigneusement et restituer au Maître d'ouvrage**)
- Grilles de ventilation intérieures
- Miroirs
- Mobiliers : tringle à rideau, stores, placards
- Mobiliers fixes (chaises fixées au sol, paillasses, etc...)

Localisation : Suivant plans curage Architecte

5.2.11 Dépose des ouvrages en serrurerie

Démolitions des ouvrages en serrurerie comprenant :

- La dépose des blocs portes métalliques, trappe, etc... sans endommager le support ou les maçonneries attenantes.
- Le descellement des pattes ou des moyens de fixations.
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultants de ces déposes.
- Toutes les manutentions nécessaires.

Localisation : Suivant plans curage Architecte

5.2.12 Dépose des installations, équipements et appareillages électriques

Après déconnexion des réseaux, l'Entrepreneur devra :

- La protection et le repérage des réseaux existants conservés (si réseaux alimentes d'autres bâtiments) et des ouvrages à déposer.
- Dépose / évacuation des luminaires, y compris tiges filetées, câblage, commandes et chemins de câble jusqu'aux borniers des tableaux divisionnaires d'étage
- Dépose des tableaux divisionnaires.
- Dépose/ évacuation des plinthes, goulottes électriques
- Dépose/ évacuation des équipements électrique (radiateur/ prise, blocs de secours, détecteurs, etc.)
- Dépose/ évacuation du réseau de courant faible (réseaux télécom, contrôle d'accès, intrusion, vidéosurveillance, etc.)
- L'amenée du matériel.
- Les équipements et protection nécessaires.
- L'arrachage de tous les fils, gaines, fixations.
- Les découpes nécessaires.
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces déposes.
- Toutes les manutentions nécessaires.

Cette liste n'étant pas exhaustive.

Nota :

S'il s'avère que des têtes de Détection Incendie soit de type ionique, celles-ci seront évacuées en décharge spécifique

La boucle Fibre optique sécurisé dans le sous-sol sera à protéger et à conserver en service pendant toutes la phase chantier de curage (cf plans)

L'alimentation électrique reste fonctionnelle jusqu'au TGBT existant pour les besoins du chantiers

Localisation : Suivant plans curage Architecte

5.2.13 Dépose en démolition des installations, équipements et appareillages de plomberie

Après déconnexion et vidange des réseaux privés, l'entrepreneur devra :

- La protection et le repérage des réseaux existants et conservés (si réseaux alimentés d'autres bâtiments) des ouvrages à déposer.
- La dépose en démolition de l'ensemble des réseaux horizontaux et verticaux non conservés de toute nature (eau froide, eau chaude, EU/EV/EP) dans les étages et en sous-sol
- La dépose en démolition des équipements et appareillages de plomberie (WC, robinetterie, plans vasque, lavabos, etc.) y compris accessoires (porte papier, miroir, porte savon, etc.), suivant les plans de repérage joints au dossier.
- La dépose / évacuation des ballons ECS électriques
- La dépose / évacuation des équipements liés au traitement d'eau (adoucisseurs, filtres, ...)
- L'amenée du matériel.
- Les équipements et protection nécessaires.
- La dépose et descellement des fixations.
- La dépose des canalisations, encoffrements, calorifugeage, colliers, fixations...
- Les découpes nécessaires.
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces déposes.
- Toutes les manutentions nécessaires.

Cette liste n'étant pas exhaustive.

Localisation : Suivant plans curage Architecte

5.2.14 Dépose en démolition des installations, équipements de chauffage et ventilation

Après consignation du réseau et déconnexion, purge et vidange des réseaux privatifs par l'entreprise, elle devra :

- La protection et le repérage des réseaux existants conservés (si réseaux alimentés d'autres bâtiments) et des ouvrages à déposer.
- Dépose/ évacuation des réseaux de chauffage, d'eau et de ventilation.
- Dépose / évacuation des caissons de ventilation
- Dépose / évacuation des diffuseurs et bouches d'extraction
- Dépose / évacuation des centrales de traitement d'air
- Dépose / évacuation des équipements en locaux techniques
- La dépose / évacuation des émetteurs de chaleur compris réseaux de distribution
- L'amenée du matériel.
- Les équipements et protection nécessaires.
- L'arrachage de tous les fils, gaines, fixations.
- La descente, l'enlèvement et l'évacuation aux décharges de ces déchets et gravois résultant de ces déposes.
- Toutes les manutentions nécessaires.

Cette liste n'étant pas exhaustive.

Nota : Les panneaux rayonnants seront déposés et stockés pour réemplois ultérieur.

Localisation : Suivant plans curage Architecte

5.2.15 Dépose ascenseur

Démontage et évacuation de l'ascenseur existant, y compris la machinerie, les façades et portes palières, l'ensemble des éléments en gaine, cuvette et local machinerie.

Mise en place de protection provisoire suite à la dépose des façades ascenseur, tous niveaux.

Compris manutention et évacuation en décharge agréée.

Localisation : Ascenseur (1 unité)

5.2.16 Dépose du mobilier

Dépose des ouvrages existants mobiliers fixés au sol, murs, façades ou plafond (meubles des amphithéâtres, chaises, tables, paillasses, signalétique intérieure et extérieure, etc.) y compris évacuations et toutes sujétions d'exécution.

Nota : à l'exception de la plaque commémorative dans le hall qui sera déposée soigneusement et restituer au Maître d'ouvrage

Localisation : Suivant plans curage Architecte

5.2.17 Travaux extérieurs

Localisation : Parcelle au Sud Est du bâtiment (gênant les travaux de déposes des menuiseries extérieures)

5.2.17.1 Débroussaillage

La réalisation du débroussaillage nécessite :

- La coupe de la végétation herbacée et ligneuse basse au niveau du sol, par la coupe de la végétation arbustive (jusqu'à Ø 5 cm) et broussailleuse.
- La suppression des arbustes en sous-étage des arbres
- L'élimination ou le broyage des végétaux et des rémanents de coupe et de débroussaillage dans le respect strict de la réglementation en vigueur.

5.2.17.2 Abattage et élagage d'arbres

5.2.17.2.1 Coupe d'arbres

Il est donc demandé de procéder à la coupe de ces arbres.

Les résidus de coupe seront :

- Pour les branches broyées sur place et enlevées.
- Pour les troncs, débités et évacués.

5.2.17.2.2 Démontage d'arbres

Pour les arbres proches des constructions et/ou des voies de circulation des précautions particulières devront être prises, un démontage dans les règles de l'art devra se faire par du personnel possédant les qualifications requises. Ainsi que pour les arbres dont la hauteur nécessite ce genre d'intervention.

Les résidus de coupe seront :

- Pour les branches broyées sur place et enlevées.
- Pour les troncs, débités et évacués.

5.2.17.2.3 Dessouchage

Le dessouchage des arbres abattue sera systématiquement exécuté. Les cavités engendrées par le dessouchage seront comblées par apport de terre végétale.

5.2.17.2.4 Elagage

Des opérations d'élagage de certains arbres sont demandées, afin de couper certaines branches cassées dangereuses, surtout au niveau des voies de circulation ou à proximité des bâtiments.

Ces opérations s'effectueront selon les règles de l'art.

Les résidus de coupe seront :

- Pour les branches broyées sur place et enlevées.

5.3 Etanchéité provisoire du bâtiment – risque de chute

En raison du phasage des travaux de rénovation, l'entreprise du présent lot doit l'étanchéité provisoire et la sécurisation du bâtiment, jusqu'à l'ouverture du chantier de rénovation. La prestation comprendra notamment :

- La réalisation d'obturation des ouvertures de menuiseries déposées, en panneaux contreplaqués fixés sur ossature bois, compris contreventement par traverses et montants et toute sécurisation nécessaire.
- La sécurisation de toutes les trémies et vides
- La réalisation d'une étanchéité provisoire de toiture et du clos couvert

Les protections devront être maintenues jusqu'au démarrage du chantier de rénovation

5.4 Traitement des déchets

5.4.1 Nature des déchets de démolition

Les déchets seront classés suivant 3 catégories :

5.4.1.1 Les déchets inertes

Ils ne subissent, en cas de stockage aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Ces déchets ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique de nature à nuire à l'environnement. Leur potentiel polluant et leur teneur élémentaire en polluant ainsi que leur écotoxicité doivent être insignifiants.

Ce sont les principaux déchets de chantier de bâtiment.

Ce sont, par exemple, le béton, les briques, les matériaux de construction à base de gypse, la laine de verre, de roche, de laitier.

5.4.1.2 Les déchets dangereux

Ils présentent une ou plusieurs propriétés de danger (définies en annexe au décret n° 97-517 du 15 mai 1997) ou contenant certains constituants particuliers (énumérés aussi en annexe du décret).

Ils sont constitués des déchets dangereux des ménages et des déchets industriels spéciaux et sont listés dans le décret cité ci-dessus.

Ce sont, par exemple, les matériaux de construction à base d'amiante, les matériaux d'isolation contenant de l'amiante.

5.4.1.3 Les déchets ménagers et assimilés

Ils comprennent les déchets industriels banals qui sont tous les déchets de l'industrie ou de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat, des services, des administrations et des activités de toute nature, dès lors qu'ils ne sont ni inertes, ni dangereux.

Ce sont, par exemple, le bois, le verre, les matières plastiques, l'aluminium, le zinc, le fer et autres métaux.

5.4.2 Traitement des déchets

L'Entrepreneur proposera dans son offre et en accord avec les plans départementaux ou régionaux d'élimination des déchets mis en place, un mode de gestion des déchets de démolition comprenant :

- Le tri des matériaux par type sur place ou en centre de traitement en vue d'une valorisation sur le site ou dans un centre spécialisé,
- Le mode de transport, si l'entreprise n'assure pas elle-même le transport, elle devra indiquer l'entreprise de transport sous-traitante dans son offre,
- Le mode d'élimination :
 - Si l'entreprise assure elle-même cette prestation, elle doit fournir la destination des déchets par nature et les volumes correspondants,
 - Si l'entreprise sous-traite cette opération, elle indiquera les coordonnées de l'entreprise sous-traitante.

Afin d'assurer le contrôle de cette gestion (tri – transport – élimination), l'entreprise de démolition devra fournir au maître d'ouvrage un bordereau de suivi des déchets issus de la démolition.

L'entreprise est tenue d'indiquer la destination finale des matériaux par nature, les modes de tri ou de traitement envisagés (sur le chantier ou hors chantier).

Le stockage provisoire sur le site de déchets de démolition en vue de leur tri devra être réalisé de manière à :

- Respecter la santé et la sécurité des travailleurs,
- Éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

Il devra faire l'objet d'une information au Maître de l'Ouvrage.

Le scénario proposé par l'entreprise tient compte :

- De la réglementation actuelle et, notamment, du stockage dans des installations autorisées,
- De la situation locale, notamment des plans territoriaux d'élimination des déchets,
- Des filières locales existantes en matière de valorisation des déchets, soit par le réemploi, le recyclage possible de certains matériaux ou la récupération d'énergie par incinération.

5.4.3 Gravois – Nettoyage

Tous les gravois provenant des démolitions seront enlevés aux décharges publiques au fur et à mesure de leur production.

Les gravois comprennent les matériaux, meubles et détritiques laissés sur place.

L'enlèvement de ces gravois et détritiques comprend :

- L'établissement de goulottes en façades du bâtiment,
- Les manutentions (manuelles ou mécaniques) compris reprises et mouvements des gravois à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment,
- La fourniture et la rotation de bennes,
- Le transport aux décharges (double transport),

- Le déchargement,
- Les frais de décharge et droits divers, y afférents,
- etc.

Aucune sujétion pour difficulté d'accès au lieu de chargement et de déchargement ne fera l'objet de supplément.

Aucune destruction par le feu ne devra être opérée sur place.

L'entreprise du présent lot devra le nettoyage des lieux sur lesquels elle sera intervenue, ainsi que l'enlèvement des gravois et tous ouvrages déposés etc.

Ces nettoyages et enlèvements devront être exécutés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et le Maître d'œuvre pourra faire application de toutes mesures prévues dans les pièces administratives du marché de l'opération, en cas de retard dans l'enlèvement des gravois (ou manque de nettoyage des abords du chantier).